

La Tribune

95e année, no 225

LEADER DE L'INFORMATION RÉGIONALE

www.cyberpresse.ca



Presse Canadienne

Des milliers d'étudiants ont vivement protesté hier contre les compressions dans le régime de prêts et bourses devant le bureau du premier ministre Jean Charest, à Montréal. Une bruyante manifestation a également eu lieu devant le parlement, à Québec.

Un cri d'indignation

Des milliers d'étudiants condamnent la conversion de bourses en prêts



André Laroché

andré.laroché@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

On n'avait pas assisté à une telle mobilisation étudiante à Sherbrooke depuis longtemps. Une quinzaine d'autobus ont été nécessaires pour permettre à quelque 500 étudiants sherbrookoïses d'aller manifester à Mon-

tréal leur colère contre les compressions en éducation.

Cette marche, organisée par deux fédérations étudiantes provinciales, a réuni des milliers de manifestants de plusieurs universités et collèges de la province. En même temps, à Québec, une autre coalition étudiante a mobilisé plusieurs centaines de protestataires pour encercler le Parlement.

Une telle participation est signe de l'exaspération des étudiants face au silence du gouvernement libéral, a souligné hier Jean-Patrick Brady, président de la Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke. «Il ne faut pas oublier que

nous sommes rendus dans une période très exigeante de la session. Si les gens sont prêts à gâcher presque une journée d'études, c'est parce que c'est rendu très important.»

Le dernier budget Séguin a imposé des compressions de 103 millions \$ dans le programme d'aide financière. Cette mesure se traduit par une diminution marquée des bourses accordées et une hausse vertigineuse des prêts. Elle fait particulièrement mal à Sherbrooke où un étudiant sur deux a besoin de prêts et de bourse pour poursuivre ses études.

«Dans trois facultés, depuis une

semaine, on demande aux étudiants de nous dévoiler leur niveau d'endettement. Après 400 réponses, la dette s'élève à deux millions \$. Imaginez pour l'ensemble des étudiants de toutes les facultés. Imaginez pour le Québec», a indiqué M. Brady.

Les élus étudiants affirment avoir démontré leur bonne volonté en participant aux rencontres organisées par le gouvernement, notamment à une commission parlementaire, aux forums régionaux et au Forum des générations. Après avoir ces tentatives de dialogue sans résultat, il

Voir **Cri d'indignation** en page A2

Larose prône une monnaie unique



Gérald Larose

Imacom, Vincent Cotnoir



Denis Dufresne

denis.dufresne@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

L'ex-président de la CSN, Gérald Larose, propose rien de moins qu'une monnaie unique pour l'Amérique du Nord, ce qui, selon lui, mettrait les entreprises exportatrices à l'abri des fluctuations de la devise canadienne par rapport au dollar américain.

«Ce que je propose, c'est une monnaie unique nord-américaine puisque nous sommes dans un marché nord-américain! Pour y arriver, on pourrait d'abord bloquer l'arrimage du dollar canadien à 70 ou 75 cents US, par exemple, en attendant d'avoir une monnaie unique», explique-t-il.

Et comme le dollar américain est en quelque sorte la monnaie étalon en Amérique du Nord, le billet vert pour-

rait bien devenir cette nouvelle devise commune au Canada, aux États-Unis et au Mexique.

M. Larose rappelle que l'adoption du dollar américain n'est pas une idée très nouvelle.

«Dans le camp souverainiste, c'est un débat qui est terminé», dit-il.

Conférencier invité lors d'un colloque d'Emploi Québec sur l'économie régionale, hier à Sherbrooke, Gérald Larose estime qu'une telle mesure aiderait des entreprises comme Bombardier ou Šhermag, qui exportent beaucoup aux États-Unis, à conserver leur niveau d'emploi.

Bombardier a annoncé mardi 600 mises à pied à son usine de Valcourt et à son centre de distribution de Sherbrooke, une mesure principalement attribuable à la hausse du dollar canadien par rapport à la devise américaine et à l'augmentation du coût des matières premières.

Ces jours-ci, le dollar canadien frôle les 84 cents US.

Des fermetures en Estrie

Au cours des derniers mois, de nombreuses PME estriennes, surtout dans les secteurs traditionnels, ont carrément fermé leurs portes en raison de la concurrence asiatique et de la remontée du dollar canadien.

«Déjà que les entreprises jouent avec des règles inégales, compte tenu du niveau de développement, soyons au moins à l'abri de la spéculation sur le dollar!», fait valoir M. Larose, aujourd'hui professeur invité à l'École de travail social de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

«Le problème, c'est la volatilité du dollar. C'est complètement "capoté" (sic) qu'il n'y ait pas la parité du dollar, alors que nous sommes dans le même marché!» affirme-t-il.

«Ce qu'on essaie de construire est détruit parce que l'unité de mesure fluctue! Le drame, c'est que notre unité de mesure ne soit pas fixée dans un marché ouvert»,

Voir **Larose prône** en page A3

Météo

Neige mouillée Max.: 3 Min.: -9
Lever du soleil: 6h40 Coucher: 16h20

Index

Ann. class.....C6	Le monde.....B2
Arts.....D4	Loterie.....A5
Décès.....C8	Météo.....C6
Éphémérides...C7	Mots croisés...C7
Genre.....D1	Opinions.....A8
Horoscope.....C7	Sports.....C1



Arafat s'éteint

Après plusieurs jours de spéculations et rumeurs contradictoires sur son état de santé, le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat s'est éteint hier à l'âge de 75 ans, a annoncé un porte-parole de l'hôpital militaire Percy, en banlieue de Paris. UN TEXTE EN B1.



Jour du Souvenir

Ils ont tous les deux 88 ans et ils sont des vétérans de la Deuxième Guerre mondiale. Aujourd'hui, Bruno Lavoie et Lorne Armstrong auront droit aux plus grands égards à l'occasion des cérémonies marquant le jour du Souvenir, et qui se dérouleront au Parlement d'Ottawa.

Les deux anciens combattants membres de la Légion canadienne de Richmond ont reçu en fin de semaine dernière une invitation toute spéciale de la part du premier ministre du Canada, Paul Martin, qui leur a demandé personnellement de se joindre à lui pour ces cérémonies. La démarche du premier ministre faisait suite au refus du député bloquiste du comté de Richmond-Arthabaska, André Bellavance, de distribuer des drapeaux du Canada aux anciens combattants et aux membres de la Légion canadienne de Richmond en prévision des cérémonies entourant le jour du Souvenir dans leur ville.

À la demande du premier ministre, un véhicule des Forces armées canadiennes est donc venu cueillir les deux vétérans ainsi que leurs deux accompagnateurs, MM. John Hill et André Berger, respectivement vice-président et président de la Légion canadienne de Richmond, hier midi à Richmond.

Bruno Lavoie et Lorne Armstrong étaient à la fois fiers et émus de mettre le cap sur Ottawa pour ces cérémonies qui s'annoncent fort émouvantes pour eux, particulièrement pour M. Armstrong qui a non seulement survécu à de violents combats pendant la Deuxième Guerre mondiale, mais qui combat actuellement un cancer, le deuxième de sa vie.

Notre chroniqueur Mario Goupil sera à Ottawa aujourd'hui et il témoignera dans notre édition de demain du voyage des deux vétérans dans la capitale du pays qu'ils ont défendu au péril de leur vie alors qu'ils étaient de tout jeunes hommes.

À lire demain.



Profitez de rabais exceptionnels sur nos dernières Odyssey 2004!

La meilleure des minifourgonnettes sur le marché

0% jusqu'à 60 mois

7,5 litres/100km - 38 milles/gallon

car and driver août 2004

HONDA
Sherbrooke Honda
2615, rue King Ouest, 566-5322

MIKES
RESTAURANT


SOIRÉES COMBO
À PARTIR DE **5,99 \$**
DÈS 16 H.
Du lundi au jeudi inclusivement

SPAGHETTI CÉSAR
PIZZA CÉSAR
PIZZAGHETTI

MIKES de Sherbrooke
735, rue King Est, 565-3030
1705, rue King Ouest, 564-1090

Mon clin d'oeil
Stéphane Laporte


«Bouchard? Pourquoi Bouchard? Il me semble que j'étais tout désigné pour négocier pour la SAQ!»
- Jacques Parizeau



À LIRE DEMAIN

Sherbrooke rend hommage à ses olympiens et paralympiens 2004

Diane Roy



La Tribune
Division de Les Journaux Trans-Canada (1996) inc.
Édité et imprimé au
1950, rue Roy, Sherbrooke, J1K 2X8
www.cyberpresse.ca

PRÉSIDENTE ET ÉDITRICE Louise Boisvert	VICE-PRÉSIDENT FINANCES ET ADMINISTRATION René Morin
RÉDACTION (819) 564-5454 Télécopieur 564-8098 redaction@latribune.qc.ca	PUBLICITÉ (819) 564-5450 Télécopieur 564-5482
RÉDACTEUR EN CHEF Maurice Cloutier	DIRECTRICE Suzanne-Marie Landry ADJOINTS Alain LeClerc Christian Malo
DIRECTEUR DE L'INFORMATION André Laroque	ANNONCES CLASSEES (819) 564-2222 Télécopieur 564-5482 Lundi au vendredi : 8 h 30 à 16 h 30
ADJOINTE AU DIRECTEUR Jacynthe Nadeau	ABONNEMENT ET TIRAGE (819) 564-5466 Sans frais 1 800 567-6955
PRODUCTION ET INFORMATIQUE DIRECTEUR René Béliveau ADJOINTS André Roberge Steeve Rancourt Stéphane Garant	DIRECTEUR André Custeau ADJOINT Serge Nadeau

Des milliers d'étudiants manifestent contre l'endettement

Reid n'a pas l'intention de reculer

Martin Ouellet (PC)
QUÉBEC

Les bruyantes manifestations étudiantes, hier à Québec et à Montréal, ont laissé de glace le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, qui n'a aucune intention de revenir sur les compressions de 103 millions \$ dans le système d'aide financière aux études.

«Nous avons pris une décision mûrement réfléchie et qui n'était pas facile. Nous avons pesé tous les aspects, toutes les facettes de cette décision», a tranché le ministre, lors de la période de questions à l'Assemblée nationale.

Les compressions, a expliqué M. Reid, ont été effectuées pour le bien des étudiants, puisqu'elles ont permis de dégager des fonds supplémentaires pour l'embauche d'enseignants.

Par conséquent, selon lui, les étudiants sortiront en bout de ligne gagnants de l'exercice.

«Nous avons pris cette décision ultimement pour une raison, soit pour s'assurer que les diplômés de ces mêmes étudiants seront des diplômés de qualité», a-t-il soutenu.

L'explication a cependant laissé paniquer le chef de l'opposition officielle, Bernard Landry, qui se demandait bien comment le ministre pouvait affirmer «qu'il endette les étudiants pour leur bien».

Inspiré par la présence de centaines d'étudiants en colère devant le Parlement et de la manifestation de quelques milliers d'entre eux à Montréal, le leader péquiste a accusé le premier ministre Jean Charest de «faire l'unanimité contre lui», avec ces coupes «absurdes».

Même en convertissant en prêts quel-

Les prêts et bourses en chiffres

- En 2002-2003, 130 000 étudiants ont bénéficié du programme de prêts et bourses. De ce nombre, 55 900 ont obtenu un prêt seulement et 73 600 ont aussi obtenu une bourse.

- Avant la coupe de 103 millions dans l'aide financière aux études, entrée en vigueur le 1er septembre, un étudiant recevait en moyenne 2400\$ en prêts et 2600\$ en bourses. Cette année, il reçoit 4700\$ en prêts et 300\$ en bourses.

- La coupe de 103 millions touche 40% des étudiants du Québec et 60% de ceux qui fréquentent une université en région éloignée des grands centres.

- Selon la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la dette moyenne d'un étudiant passera de 13 000\$ à 21 500\$ avec cette coupe.

Sources: FEUQ et ministère de l'Éducation (MEQ)

ques 100 millions \$ qui étaient auparavant versés en bourses, le Québec offre toujours «le système de prêts et bourses le plus généreux en Amérique du Nord», a rétorqué M. Charest.

«On va dépenser 70 millions \$ de plus cette année dans le régime de prêts et bourses que l'année précédente, a-t-il fait remarquer. Les frais de scolarité au Québec sont de 1 800 \$ contre 4 400 \$ par année, en moyenne, ailleurs au Canada.»

Les arguments soulevés par le premier

ministre n'ont apaisé ni les étudiants réunis sur la colline parlementaire, ni les partis d'opposition.

De fait, la porte-parole péquiste en matière d'éducation, Pauline Marois, et le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, se sont tour à tour adressés aux manifestants, sur une tribune à l'extérieur du parlement, pour les assurer de leur soutien indéfectible.

En sabrant de façon «irréfléchie» dans le régime d'aide financière, le gouvernement Charest «s'attaque aux étudiants qui ont le moins les moyens d'aller à l'université ou au cégep», a lancé Mme Marois, recevant un accueil mitigé de la part des manifestants.

Le chef de l'ADQ, Mario Dumont, a eu encore moins de chance puisqu'il a été copieusement hué pendant son intervention.

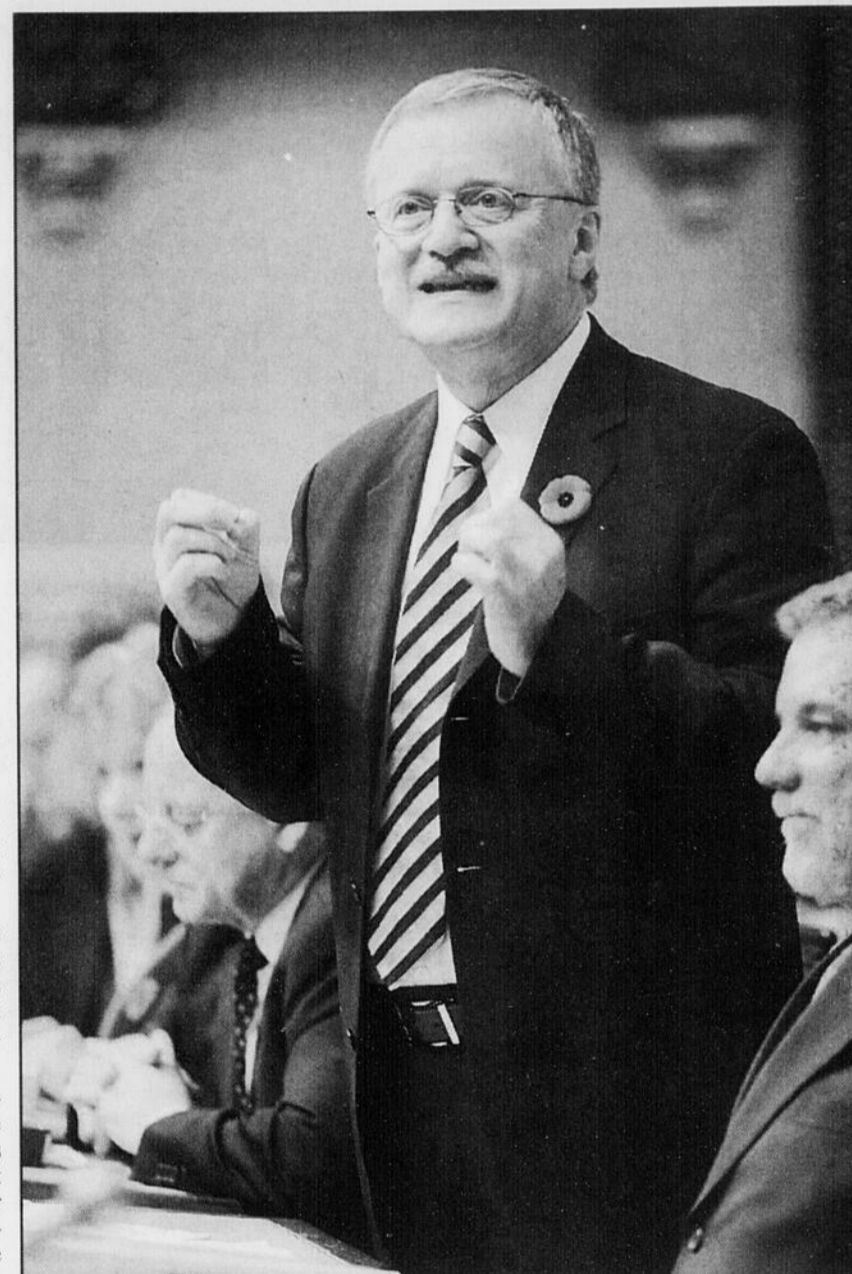
«A la minute qu'ils ont annoncé (les coupes), je m'y suis opposé. J'ai commencé à me battre pour que les prêts et bourses ne soient coupés de façon à augmenter l'endettement des plus pauvres», a-t-il soutenu, la voix presque enterrée par le chahut.

«Même s'il y a une gang en avant, qui tape avec des bâtons sur du métal, je vais continuer à me battre pour les étudiants», a-t-il conclu, visiblement agacé par le tapage.

La détermination du gouvernement Charest à maintenir les coupes dans l'aide financière ne décourage pas les associations étudiantes qui promettent d'accroître la pression d'ici les prochaines semaines.

«On a essayé d'être écouté. On a commencé par chuchoter, on n'y est pas allé fort. Après, on a parlé et on ne nous a pas encore écouté. Mais là, je pense qu'il est temps que l'on hausse le ton pour forcer le gouvernement à nous écouter», a commenté Maryline Côté, porte-parole de Force Québec, un regroupement d'étudiants.

Pour le reste, la manifestation s'est déroulée dans le calme, si ce n'est de l'arrestation d'un individu qui a tenté d'entrer dans l'enceinte du Parlement portant un caleçon pour seul vêtement.



Presse Canadienne

Le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, n'a pas l'intention de revenir sur les compressions de 103 millions \$ imposées au système d'aide financière aux étudiants. Il a expliqué hier à l'Assemblée nationale que cette décision avait été prise pour le bien des étudiants puisqu'elle permet de dégager des fonds supplémentaires pour l'embauche d'enseignants.

Quand JEUNESSE s'en mêle

Chapeau à Krystelle et Michèle



René-Charles Quirion

rene-charles.quirion@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

J'ai le goût de donner un grand coup de chapeau, aujourd'hui.

Trop souvent, on parle de ces adolescents qui ne s'impliquent dans rien, qui s'expriment par onomatopées et qui ne pensent qu'à leur petite personne. Depuis le début de la semaine, deux élèves de l'école du Phare prouvent le contraire à tous ceux qui dénigrent la génération de demain.

Krystelle Vallée et Michèle Lachance méritent que l'on souligne la campagne de sensibilisation au danger de la vitesse au volant qu'elles ont mis sur pied. Elles ont choisi de réaliser une action constructive à la suite du décès de deux filles de leur âge qu'elles connaissaient, victimes de la témérité d'un de leur copain sur l'autoroute 10 au début du mois d'octobre.

Pour reprendre une discussion que j'avais avec leur enseignant, Clède Beaupré, hier, il est toujours remarquable de voir comment certaines personnes créent une action positive à partir d'un événement négatif, au moment où la quasi totalité choisissent de tourner la page.

Au lieu de reprendre leurs activités et tenter d'oublier le plus rapidement possible cette terrible tragédie, Krystelle et Michèle ont choisi mettre tout en oeuvre pour ne pas avoir à revivre le deuil d'autres adolescents qu'elles côtoient en raison de la vitesse sur la route.

Au risque de passer pour les rabat-joie, les plates ou les pas in auprès de la gent masculine de leur école, elles se sont élevées contre une irresponsabilité au volant qui fauche trop de jeunes dans la fleur de l'âge. D'ailleurs, elles étendent leur campagne à toutes les écoles de la Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke.

Une sensibilisation pour toutes ces personnes qui ont tout à offrir à la société et qui voient leur vie prendre brutalement fin pour avoir voulu prouver que leur bolide allait plus vite que celui d'un autre Ti-Jos.

Une prise de conscience que ces jeunes conducteurs doivent faire aussi et surtout pour leurs passagers, afin qu'ils ne deviennent pas des victimes innocentes d'une testostérone adolescente mal contrôlée.

Les décès de tous les Dany Lafleur, qui causent leur propre perte au volant, ou des Mathieu Lamirande, Jade Lambert-Cloutier ou Isabelle Lajoie-Deschênes, victimes de l'insouciance de l'un de leurs copains, auraient pu être évités si le message que tente de véhiculer Krystelle et Michèle avait passé bien avant.

Si une seule vie peut être sauvée grâce à cette campagne de sensibilisation, Krystelle et Michèle n'auront pas mené cette croisade en vain.

Non pas que la SAAQ n'ait pas tenté de le faire. Cependant, deux ados qui choisissent de mener une bataille en mémoire de leurs amies a toujours plus d'impact. Une lutte qu'elles mènent pour toute une génération qui ne demande qu'à s'épanouir.

«La vitesse tue, c'est un fait», alors il ne reste plus qu'aux adolescents de suivre ces deux leaders et de ralentir au volant.

Près de 500 étudiants sherbrookoïses ont pris l'autobus, hier matin, pour aller manifester leur colère à Montréal contre les compressions des prêts et bourses.



Imacom, Vincent Cotnoir

Cri d'indignation

Suite de la page A1

est maintenant temps d'agir, disent-ils.

Leurs revendications ont reçu plusieurs appuis, notamment celui de l'Université de Sherbrooke et de la Commission jeunesse du PLQ. Le président de la FEUS souhaite que la question sera débattue au prochain congrès libéral.

«On espère que la situation sera rétabli le plus tôt possible. S'il faut attendre au prochain budget, on attendra. Mais les étudiants sont déterminés à ravoir l'argent qui leur est dû», a affirmé M. Brady.

Le ministre de l'Éducation, Pierre

Reid, a affirmé mardi qu'il n'avait aucune intention de revenir sur les coupes infligées aux prêts étudiants. Il ne veut pas renoncer non plus au système devant compenser pour cette décision, le remboursement proportionnel au revenu des diplômés.

Un chasseur sérieusement brûlé

David Bombardier
SHERBROOKE

Pour une raison encore inconnue, un chasseur a été retrouvé inconscient au beau milieu d'un feu de camp, hier soir, sur un terrain de camping de Potton, près de la frontière américaine.

Au moment de mettre sous presse, la Sûreté du Québec ne détenait que très peu d'informations sur cet événement. L'homme venait tout juste d'être transporté par ambulance au Centre hospitalier de Magog, où son état est jugé très grave.

Le chasseur a été retrouvé dans le feu de camp par ses compagnons de chasse,

qui s'étaient absents quelques minutes. Ceux-ci ont contacté les secours vers 21 h 10.

Le terrain de camping, fermé pour l'hiver mais utilisé pour la chasse, était très glacé, au point où les ambulanciers et les policiers de la SQ ont dû transporter eux-mêmes le corps inanimé de l'homme sur plusieurs centaines de mètres.

Opération vérification à Rock Forest

La Ville avance que les drains de plusieurs résidences sont raccordés à l'égout sanitaire



David Bombardier

david.bombardier@tribune.qc.ca
SHERBROOKE

Sans le savoir, des propriétaires de maisons de l'ancien secteur Rock Forest sont en partie responsables des débordements d'égouts dans la rivière Magog. C'est ce que croit la Ville de Sherbrooke, qui vient de mandater une firme d'ingénierie pour qu'elle visite des centaines de résidences de ce secteur.

Au cours des prochains jours, la firme SM analysera le système de drainage de toutes les maisons construites avant 1978 et situées dans le bassin versant de la station d'épuration Saint-Roch.

La Ville avance que les drains français de plusieurs terrains résidentiels de ce secteur sont raccordés directement à la conduite d'égout sanitaire, ce qui expliquerait en partie pourquoi la station d'épuration Saint-Roch déborde lors de fortes pluies et de la fonte des neiges. En plus des eaux usées, cette station recevrait donc de la simple «eau de pluie» (aussi appelée eaux parasites) ne nécessitant aucun traitement, ce qui augmenterait inutilement le volume à traiter.

Par cette opération d'envergure, le chef de la division ingénierie, Denis Gélinas, affirme que la Ville veut vérifier «à la source» ce qui est rejeté dans les égouts sanitaires avant d'investir des sommes



La Tribune, archives

Surchargée, la station d'épuration Saint-Roch a connu des débordements à répétition dans la rivière Magog. Avant de se lancer dans de très coûteux travaux pour accroître la capacité de traitement de cette station, la Ville a décidé de vérifier si les drains français de beaucoup de résidences du secteur sont raccordés directement à la conduite d'égout sanitaire. Selon les résultats, l'approche du problème pourrait être très différente.

colossales dans la station d'épuration Saint-Roch. Des infiltrations d'eau dans le réseau pourraient aussi expliquer les débordements, ajoute M. Gélinas.

«Nous ne cherchons pas à trouver des coupables, insiste-t-il. Nous voulons voir dans quelle mesure on peut maximiser le rendement de la station.»

Une solution plus simple

Avant 1978, Québec était plus permissif quant au raccordement des drains

entourant les résidences. Les maisons nouvellement construites n'étaient pas systématiquement reliées à une conduite d'égout pluvial, si bien que les constructeurs avaient deux choix: brancher le drain des résidences à l'égout sanitaire, ou creuser un bassin en ciment au sous-sol puis le doter d'une pompe de vidange (sump pump) pour évacuer l'eau dans un fossé à proximité.

Comme c'était toujours permis il y a 25 ans, les constructeurs optaient plus souvent qu'autrement pour la première option, beaucoup plus simple et moins coûteuse.

Après avoir fait le tour des résidences entourant la station d'épuration Saint-Roch, les ingénieurs de la firme SM pourront évaluer le volume d'eaux parasites rejetées par les particuliers dans le réseau d'égout sanitaire. Ce n'est qu'ensuite que la Ville décidera si le débranchement des drains mal raccordés en vaudra la peine, compte tenu des désagréments que cette opération causerait aux citoyens concernés.

Si la Ville opte pour le débranchement de ces drains français, des travaux s'élevant à au moins 2000 \$ par résidence devraient être effectués. Un trou serait d'abord creusé jusqu'à la conduite d'égout sanitaire. Le drain français serait ensuite débranché puis détourné vers la maison, où un bassin en ciment devrait être coulé au sous-sol pour accueillir une pompe de vidange. Le chef de la division ingénierie ignore pour l'instant si la facture serait alors refilée aux citoyens en cause.

Des feux qui comptent...

Les passages piétonniers passeront graduellement au décompte numérique

David Bombardier
SHERBROOKE

Tous les petits bonshommes blancs et les mains rouges qui clignotent auront bientôt de la compagnie aux intersections sherbrookoises. D'ici décembre 2006, ils seront dotés de décomptes numériques, ce qui améliorera la sécurité des passages piétonniers et permettra des économies importantes, tant monétaires qu'énergétiques.

Actuellement, les piétons ignorent le temps dont ils disposent pour traverser les intersections protégées par les traditionnels bonshommes blancs. Les décomptes numériques, comme ceux de l'intersection King-Wellington, permettent de donner une information plus précise.

Au cours des prochaines semaines et jusqu'en juin 2005, les employés d'Hydro-Sherbrooke modifieront les feux pour piétons aux 50 intersections les plus achalandées de la ville. Les 93 autres intersections actuellement protégées seront dotées de nouveaux feux d'ici deux ans, comme le stipule une nouvelle exigence gouvernementale.

Pour la première vague de décomptes numériques, la Ville a obtenu une subvention de 200 000 \$ du ministère des Transports du Québec, ce qui couvre la totalité des coûts matériels. C'est Hydro-Sherbrooke qui défraiera les coûts de main-d'oeuvre, mais l'entité municipale réalisera des économies en très peu de temps.

Moins énergivores

Les petits bonshommes blancs et les mains rouges qui clignotent fonctionnent actuellement avec des ampoules incandescentes. Celles-ci seront remplacées par des diodes de nouvelles générations qui consomment environ 13 watts au lieu des 60 watts actuels.

En plus d'être quatre fois moins énergivores, les diodes électroluminescentes (DEL) ont une durée de vie au moins cinq fois plus élevée que les ampoules actuelles. Présentement, le personnel d'Hydro-Sherbrooke doit changer les ampoules tous les 18 mois. Ce délai variera désormais entre 8 et 13 ans, ce qui permettra aux employés municipaux d'effectuer d'autres tâches.



Imacom, Jocelyn Riendeau

Les feux pour piétons connaîtront une amélioration qui accroîtra la sécurité des gens qui traversent. Actuellement, les piétons ignorent le temps dont ils disposent pour traverser les intersections protégées par les traditionnels bonshommes blancs. Les décomptes numériques, comme ceux de l'intersection King-Wellington, permettront de donner une information plus précise.

Emploi-Québec à la rescousse des employés de Bombardier

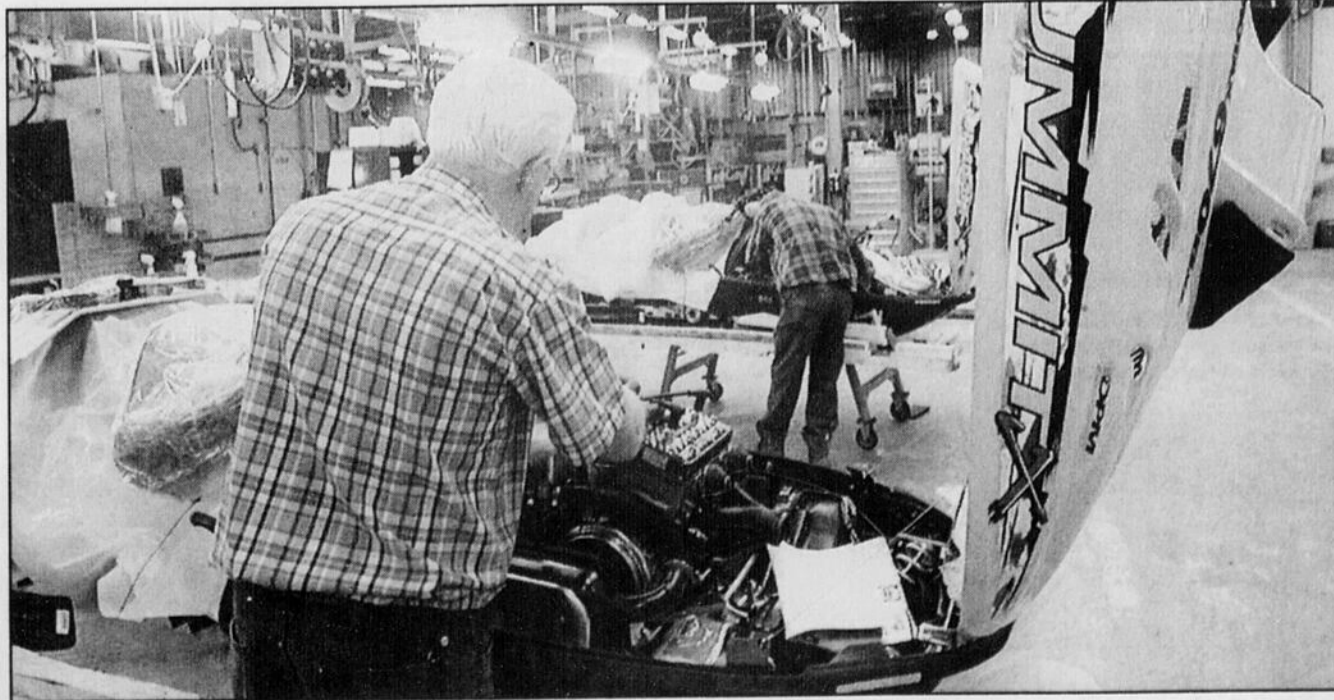
Denis Dufresne
SHERBROOKE

La direction régionale d'Emploi-Québec est déjà l'oeuvre en vue d'aider les quelque 200 employés de Bombardier dont le poste de travail a été aboli à se dénicher un nouvel emploi.

«Les contacts ont été pris avec Bombardier; nous allons mettre en place un comité de reclassement et proposer aux employés remerciés de nouvelles avenues», explique Liette Tessier-Allard, directrice régionale d'Emploi-Québec.

C'est le Centre local d'emploi de Windsor qui prend en charge ce dossier.

«Nous devons peut-être, aussi, aider les sous-traitants. Nous devons analyser la situation, un peu comme nous avons fait



La Tribune, archives

Emploi-Québec est déjà l'oeuvre en vue d'aider les quelque 200 employés de Bombardier dont le poste de travail a été aboli à se dénicher un nouvel emploi. C'est le Centre local d'emploi de Windsor qui prend en charge ce dossier.

dans la MRC d'Asbestos avec la fermeture de Magnola», signale-t-elle.

Mme Tessier-Allard insiste sur l'importance pour le personnel d'Emploi-Québec de bien aiguiller les travailleurs mis à pied.

Incidemment, Emploi-Québec organisait hier une rencontre sur l'avenir de l'économie régionale, le «Rallye IMT (Information marché du travail)», à laquelle ont participé quelque 150 employés de Centres locaux d'emploi, d'organismes d'employabilité et des Carrefours jeu-

nesse-emploi.

«Il y a des chercheurs d'emplois qui se découragent; il faut donc que tout notre personnel soit au fait de ce qui se passe en région, de l'environnement du travail et des moyens à prendre pour leur proposer des alternatives», souligne-t-elle.

Et même si les mises à pied semblent se succéder depuis quelques mois en Estrie, Mme Tessier-Allard signale que de nombreux emplois sont disponibles.

«Il y a des emplois disponibles. Par

exemple, Waterville TG a de la difficulté à combler des postes d'opérateurs», illustre-t-elle.

D'où l'importance de la formation pour les jeunes et de la formation en entreprise, mentionne Mme Tessier-Allard.

«Nous avons vu au cours des dernières années que les emplois qui exigent peu de formation sont plus vulnérables face à la concurrence extérieure, alors il faut trouver des niches plus spécialisées», fait-elle valoir.

Larose prône

Suite de la page A1

dit M. Larose.

«Dans le cas de Bombardier, on a un capital d'ici (la famille Bombardier), une main-d'oeuvre qualifiée et des produits de qualité, alors il n'y a pas de raison que ça ne marche pas», fait valoir l'ex-président de la CSN.

Les mêmes règles pour tous

À l'heure de la mondialisation, Gérard Larose s'insurge également contre le fait que les règles du jeu ne sont pas les mêmes pour tous, comme l'a démontré la fermeture de Métallurgie Magnola, en 2003, en raison de l'arrivée de la Chine sur le marché du magnésium et de la baisse des prix.

«Même en se collant sur une ressource abondante (les résidus d'amiante à Asbestos) et avec une technologie de pointe, on nous a fait la démonstration de l'importance de la concurrence de la Chine», souligne-t-il.

«La cause principale, c'est qu'il n'y a pas de régulation mondiale; or la mondialisation suppose de la réglementation, des normes. La liberté des règles du marché fait en sorte que la Chine est concurrente, mais au détriment des droits humains et d'un saccage environnemental», fait-il valoir.

«Moi, je dis qu'il y a un déficit important dans le déploiement de la mondialisation puisqu'il n'y a pas de normes minimales; Magnola en est un bel exemple», ajoute M. Larose.



Liette Tessier-Allard, directrice régionale d'Emploi-Québec

L'Estrie a perdu 7300 emplois depuis un an



Denis Dufresne
denis.dufresne@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

La tendance observée au cours des premiers mois de 2004 se confirme: la région de l'Estrie comptait au troisième trimestre 7300 emplois de moins qu'un an auparavant, selon les données d'Emploi-Québec.

Ce phénomène est principalement attribuable à l'appréciation de la devise canadienne et à la concurrence étrangère, surtout des pays asiatiques.

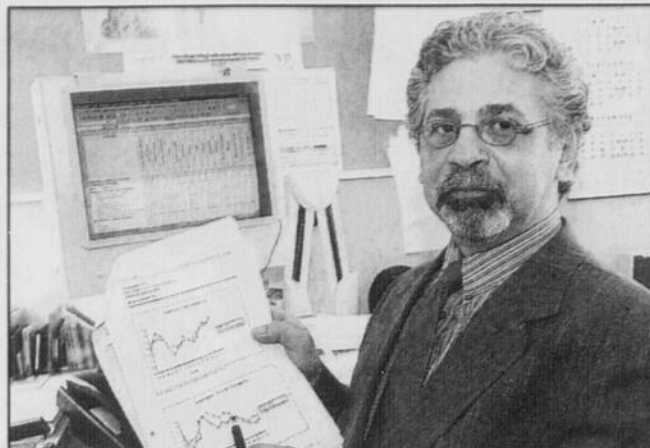
«Au troisième trimestre de 2004, versus 2003, il s'est perdu 7300 emplois dans tous les secteurs confondus en Estrie. Ce sont surtout les MRC en dehors de Sherbrooke qui sont touchées», explique Gilles Lecours, économiste à la direction régionale d'Emploi-Québec.

En conséquence, la région de l'Estrie terminera l'année 2004 avec un solde négatif en terme d'emplois.

«Il est clair que nous allons terminer l'année avec moins d'emplois que 2003, sûrement quelques milliers d'emplois», entrevoit M. Lecours.

En 2003, l'Estrie avait créé 4400 emplois, dont 2300 à Sherbrooke.

Mais, signe de la morosité sur le marché du travail en région, 4600 personnes



Claude Poulin

L'Estrie terminera l'année 2004 avec un solde négatif en terme d'emplois, avance Gilles Lecours, économiste à la direction régionale d'Emploi-Québec.

ont abandonné la recherche d'un nouvel emploi, par découragement, selon les statistiques d'Emploi-Québec.

«C'est une chose remarquable: la désaffection de la population active. Ce sont des gens qui se découragent après une perte d'emploi et face à l'incapacité d'en trouver un autre», dit M. Lecours.

«C'est d'ailleurs pour cela que le taux de chômage reste bas, parce que les gens débarquent du marché du travail et ne se cherchent plus d'emploi», fait-il remarquer.

Ainsi, le taux de chômage n'a progressé que de 0,4 pour cent depuis un an en Estrie, passant de 6,9 pour cent en octobre 2003 à 7,3 pour cent en octobre 2004.

À Sherbrooke, à l'inverse, le taux de chômage a diminué de 1,4 pour cent entre octobre 2003 et octobre 2004, passant de 7,7 à 6,3 pour cent.

À l'échelle du Québec, le taux de chômage affiche une

baisse de 1,1 pour cent durant la même période, pour s'établir à 7,8 pour cent.

Les secteurs traditionnels, comme le meuble et le textile, sont les plus touchés par ces pertes d'emploi.

«La prise de valeur du dollar canadien touche beaucoup d'entreprises. Nous avons beaucoup de sous-traitants en Estrie, des emplois souvent peu rémunérés, nous sommes donc plus vulnérables face à la concurrence de la Chine, par exemple, ou si le dollar augmente puisque les employeurs ne peuvent pas récupérer sur la masse salariale», explique M. Lecours.

Sherbrooke, rappelle-t-il, est au deuxième rang au Canada pour les bas salaires.

L'UPA-Estrie peste contre le ministre Mulcair



Claude Plante
claud.plante@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

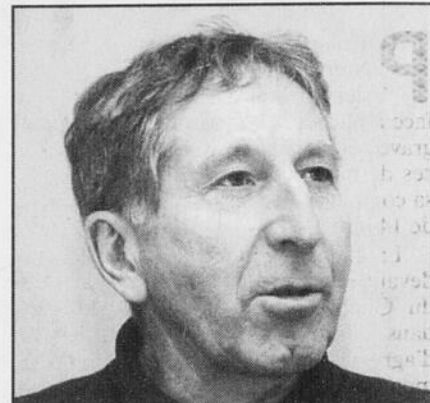
La Fédération de l'UPA-Estrie met en garde le ministre de l'Environnement, Thomas Mulcair, contre sa tentative d'augmenter la pression sur le monde agricole.

Le ministère de l'Environnement a mis sur pied une escouade d'une vingtaine d'avocats mandatés pour surveiller le monde agricole, ce qui est loin de plaire au président de la Fédération de l'UPA-Estrie, Noël Landry.

«Nous n'avions pas besoin d'une autre police, déclare-t-il à La Tribune. Le monde de l'agriculture a fait sa part. Nous avons fait des efforts. Nous voyons mal l'idée du ministre de nous imposer d'autres changements.

«S'il a engagé des avocats, ça doit être pour nous poursuivre. Ce sont des sommations à peine voilées.»

La direction de l'UPA-Estrie a appris l'existence de cette escouade lorsqu'elle a reçu récemment un Prix d'excellence en environnement, dans la catégorie «Secteur agricole ou forestier», décerné par la Fondation estrienne en environnement et le Conseil régional de l'environnement de l'Estrie.



Noël Landry

Le Projet d'identification volontaire de puits en milieu agricole, une des fiertés de la Fédération de l'UPA-Estrie, a remporté cette mention.

M. Mulcair avait profité de l'événement pour insister sur le fait que son ministère aurait le monde agricole à l'oeil, se souvient M. Landry. L'UPA-Estrie a depuis rencontré les membres du caucus estrien des députés libéraux provinciaux pour leur faire part de l'inquiétude que suscite l'annonce du ministre.

Les producteurs agricoles sont souvent critiqués, mais ils posent aussi beaucoup de gestes concrets en faveur de l'environnement, a déclaré M. Landry. «Ce prix est la preuve que nous faisons notre part.»

De 2002 à 2004, la Fédération de l'UPA-Estrie a mené une vaste campagne de sensibilisation et d'information auprès des 2800 entreprises agricoles de l'Estrie et leurs voisins non agricoles. Sous le thème de «L'eau, c'est la vie, protège ton puits!», le projet a servi à protéger 2500 puits d'eau potable sur

plus de 1000 entreprises agricoles et leurs voisins.

Des pancartes d'identification de puits spécialement conçues ont été installées, pour faciliter le respect de la distance séparatrice de 30 mètres exigée par la réglementation lors de l'application d'engrais ou de pesticides. Le coût total du projet était de 210 000 \$, dont près de 60 % a été financé directement par les producteurs agricoles.

Le projet a également créé un effet d'entraînement à l'extérieur de l'Estrie. Une douzaine d'autres fédérations régionales de l'UPA à travers le Québec, ainsi que l'Union des cultivateurs franco-ontariens, ont réalisé depuis 2003 des projets d'identification de puits basés sur le modèle développé en Estrie.

Grand choix de mocassins intérieurs extérieurs

Raquettes traditionnelles (vente et réparation)

Artisanat indien : bracelet, collier, capteur de rêves.

NOUVEAU Bottes de Loup Marin
-40° Celsius
Couleur noire

BOULIQUE DU COORDONNIER
150, rue Alexandre, Sherbrooke
(819) 346-4141
www.estrien.com/cordonnier

SERVICE DE CORDONNERIE ET RÉPARATIONS GÉNÉRALES

la Baie encore plus

50% de rabais et un rabais additionnel de 7% **duos-sommeil Stearns & Foster**
Nous vous accorderons un rabais additionnel de 7% sur nos prix de solde.

50% de rabais bijoux fins en or à 10 ct et 14 ct et perles de culture rondes et d'eau douce
Colliers, boucles d'oreilles et bracelets dans le lot. Prix étiquetés.

des soldes plein les rayons ENCORE 4 JOURS!

Jusqu'au dimanche 14 novembre

3 articles ou plus : 35% de rabais
2 articles : 30% de rabais
un article : 25% de rabais

pulls griffés pour elle et lui
Tommy Jeans, CK Jeans, Liz Claiborne, Buffalo, Point Zero, Tommy Hilfiger et Jones New York

solde 19999 batterie de cuisine Veneto de Lagostina, 10 pièces. Ord. 449,99 \$.

Les meilleurs choix à bas prix de la saison.

40% de rabais tenues d'extérieur pour lui
London Fog, Mantles™, Dockers et RFT de Rainforest

4999 pull Jax en cachemire et soie à encolure en V
Prix de comparaison 95 \$

6999 chaussures Wolcott Path de Rockport pour elle
Prix de comparaison 140 \$

30% de rabais choix de gravures et de reproductions sur toile encadrées

50% de rabais jeans Point Zero pour lui
Ord. 39,99 \$ et 49,99 \$
Solde 19,99 \$ et 24,99 \$

30% de rabais soutiens-gorge pour elle
Triumph et Lily of France

25% à 40% de rabais pantouffles pour elle et lui
De notre rayon des chaussures.

50% de rabais rôti-roastie French White, 4 l
Va au micro-ondes, au congélateur et au lave-vaisselle. Ord. 26,99 \$. Solde 13,49 \$.

solde 3999 ensembles-étreteurs Dan River
Deux places à très grand lit. Ord. 59,99 \$

30% de rabais bijoux mode de Noël
Épinglettes, boucles d'oreilles, ensembles sous boîte et davantage.

40% de rabais ensembles-cadeaux et layette Kushies

solde 299 \$ coin-repas Farmhouse, 3 pièces
Ord. 459 \$

rabais additionnel de 30%

- mode griffée à prix de liquidation pour elle. Exceptions : I.N.C et Alfani.
- soutiens-gorge et slips mode, tenues de nuit, peignoirs et lingerie de jour à prix de liquidation pour elle
- montres et bijoux à prix de liquidation Sur nos derniers prix étiquetés

j'Arrête.

De l'aide sur mesure pour cesser de fumer
1 888 853-6666

j'Arrête.

Le site le plus complet pour cesser de fumer
www.jarrete.qc.ca

j'Arrête.

Rencontrez un spécialiste dans un centre d'abandon du tabagisme

OUVERTURE LIQUIDATION PAJO

Chemises pour homme de 12\$ à 16\$

Ensemble pour enfants de 0 à 24 mois 10\$ à 18\$

Blouses, gilets, hauts pour femme de 10\$ à 16\$

Jeans Cobra - Gap - Importation du Brésil de 10\$ à 35\$

Manteaux d'hiver pour toute la famille de 20\$ à 35\$

103, rue Wellington Nord, Sherbrooke
Tél. : (819) 562-9559

Obtenez jusqu'à 50% plus de points Primes Hbc.
Utilisez conjointement les deux cartes au moment de régler votre achat dans les magasins de la famille Hbc.

HBC

Les policiers «méritent plus de respect»

Paulin Aubé déplore une intervention de Pierre-Hugues Boisvenu à la télévision



René-Charles Quirion
rene-charles.quirion@tribune.qc.ca
SHERBROOKE

liciers lors d'une question sur le système des libérations conditionnelles.

«On est en train de ramasser le dossier avec nos avocats là-dessus (système des libérations conditionnelles). Les mêmes questions, on va les poser aux policiers qui ont intercepté Bernier cette nuit-là. Normalement, on aurait dû savoir que c'était M. Bernier qui était là. On aurait dû savoir qu'il était en libération conditionnelle. On aurait dû savoir qu'il était interdit de boisson alors qu'il déclare qu'il était chaud. Il y a un paquet de questions qu'on va demander des réponses parce qu'on veut savoir si la responsabilité du meurtre de Julie est partagée», cite Paulin Aubé de la réponse de M. Boisvenu à l'émission Arcand.

Le président de l'Association des policiers de Sherbrooke considère que cette affirmation porte préjudice aux patrouilleurs du SPS qui ont travaillé sur le dossier. Selon lui, il est prématuré de faire ce débat.

«Je sais pertinemment bien que mes patrouilleurs ont fait un travail remarquable et que, sans eux, il n'y aurait fort probablement pas le résultat auquel nous arrivons aujourd'hui. Ils ont été déterminants dans cette enquête. Pourtant, aujourd'hui, ils se retrouvent au banc des accusés. La dernière intervention de M. Boisvenu à l'émission de Arcand relative-



Paulin Aubé

vement à notre travail était déplacée et inacceptable à ce moment-ci. C'est clair que nous pouvons justifier pourquoi les policiers n'ont pas poussé plus loin leur enquête lorsqu'ils ont rencontré Hugo Bernier, le 23 juin 2002 au centre-ville de Sherbrooke. Nous attendons pour donner notre version étant donné que

le système judiciaire est toujours dans le dossier», estime Paulin Aubé.

«Nous avons travaillé sans relâche»

Le leader syndical du SPS considère que Pierre-Hugues Boisvenu a un droit bien légitime de poser ces questions par l'entremise de ses avocats et d'avoir des doutes concernant le travail de ses membres. Cependant, Paulin Aubé croit que de porter atteinte à l'intégrité professionnelle des agents du SPS sur la place publique n'a aucun sens.

«Je pense que, dans les circonstances, nous mériterions un peu plus de respect. Pourtant, c'est le contraire qui se produit. Nous sommes attristés de tout ça. Si quelqu'un veut faire notre procès, qu'on le fasse devant les tribunaux, pas sur la place publique. Nous n'accepterons jamais d'être humiliés de cette façon. Surtout, faut-il le rappeler, que notre travail a contribué à faire condamner Hugo Bernier pour meurtre au premier degré», rappelle Paulin Aubé.

Ce dernier soutient que le verdict des neuf femmes et trois hommes qui avaient été choisis comme jurés lors du procès de Hugo Bernier est un bon indicateur de la qualité du travail des policiers de Sherbrooke dans l'enquête pour meurtre de Julie Boisvenu. Une cinquantaine de personnes ont travaillé dans l'enquête entourant le meurtre de Julie Boisvenu.

«Nous avons travaillé sans relâche des milliers d'heures dans ce dossier. Tant les enquêteurs que les patrouilleurs n'ont ménagé aucun effort. André Bilodeau, le responsable de l'enquête, a fait un travail admirable avec détermination et doigté. Tout a été mis en oeuvre: filature, écoute électronique, spécialistes en hypnose, en polygraphie ou en profils criminels. Nous avons soumis 1700 pages de documents à la Cour dans ce dossier. Dans tout ce travail, il peut s'être glissé quelques erreurs», mentionne Paulin Aubé.

Il rappelle qu'il n'y avait aucun témoin direct dans le meurtre de Julie Boisvenu. Dans ce contexte, les enquêteurs ont travaillé avec minutie et patience pour faire condamner Hugo Bernier pour meurtre

«Jamais je n'ai voulu critiquer leur travail»

-Pierre-Hugues Boisvenu

René-Charles Quirion
SHERBROOKE

«J amais je n'ai voulu critiquer le travail des policiers. Nous voulions simplement obtenir un jugement professionnel pour savoir si les policiers qui ont intercepté Hugo Bernier à deux reprises dans la nuit du 23 juin 2002 ont tout fait en leur possible pour l'identifier dans le cadre de sa probation. Jusqu'à preuve du contraire, je ne mets pas en question leur travail.»

Pierre-Hugues Boisvenu explique avoir donné le mandat aux deux avocats qui représentent la famille d'analyser le travail de tous les intervenants qui ont coté Hugo Bernier depuis sa libération conditionnelle en Gaspésie en 2000 jusqu'au meurtre de sa fille Julie en juin 2002.



Pierre-Hugues Boisvenu

«Nous allons tout questionner du début à la fin. Ce n'est pas dans notre intention de poursuivre qui que ce soit»,

soutient M. Boisvenu.

Ce dernier rappelle qu'il a toujours considéré que le travail des enquêteurs du Service de police de Sherbrooke avait été très bien fait. Même pendant le procès, où l'avocat de la défense soulevait des irrégularités dans l'enquête, il n'a jamais douté du travail du SPS.

«Même pour l'interrogatoire de 14 heures qui a été écarté lors du procès, je ne questionne en aucun moment le travail des policiers. Cependant, cette décision m'a interpellé concernant la question du droit. Comment se fait-il qu'un criminel peut faire souffrir sa victime et qu'elle bénéficie d'une certaine immunité lorsqu'elle est interrogée? Je ne comprends pas pourquoi il faut mettre les criminels dans la ouate si on ne veut pas que l'interrogatoire soit écarté», questionne Pierre-Hugues Boisvenu.

Fontaine règle ses dossiers devant la Cour

Pierre Saint-Jacques
SHERBROOKE

Patrick Fontaine, âgé de 27 ans, de Nantes, a décidé de régler ses dossiers devant la Cour, lui qui faisait face à plusieurs accusations dont les plus graves étaient agression sexuelle, menaces de mort, voies de fait à l'endroit de sa compagne et voies de fait sur un bébé de 14 mois.

La compagne de l'accusé a témoigné devant le juge Michel Côté de la Cour du Québec et elle a replacé les faits dans leur contexte, aussi les accusations d'agression sexuelle, de voies de fait et de menaces de mort ont été retirées.

L'accusation de voies de fait à l'endroit d'un bébé de 14 mois a été maintenue et s'est traduite par une amende de 200 \$.

Représenté par le criminaliste Michel Dussault, Fontaine avait été condamné en novembre 2003 à une peine avec sursis pour divers délits dont des menaces et des voies de fait.

Les événements du 30 octobre 2004 avaient entraîné l'arrestation de Fontaine et son envoi à l'hôpital pour évaluation de son aptitude à comparaître.

Il faut savoir que l'accusé, victime d'une tentative de meurtre le 16 mai 2004, prend des médicaments et souvent, il consomme alcool ou encore stupéfiants.

C'est durant l'un de ces épisodes qu'il aurait en quelque sorte perdu la carte, sa compagne ayant témoigné qu'elle ne l'avait jamais vu dans cet état en près de 14 mois de vie commune.

Des échanges entre la procureure de la poursuite Karine Frenette et le défenseur Dussault ont convenu pour l'ensemble des dossiers de Fontaine (possession simple de stupéfiants, bris de probation, omission de se conformer...) de suggérer au juge Côté de l'envoyer purger les six mois restant de peine avec sursis au centre La Maison L'Estime où il devra résider 24 heures sur 24 et se soumettre au règlement et aux demandes des intervenants.

Trois autos disparaissent

René-Charles Quirion
SHERBROOKE

En pleine semaine de prévention de la criminalité où le vol de véhicules a été ciblé comme priorité, trois automobiles ont disparu dans la journée de mardi.

Le véhicule le plus volé à Sherbrooke, une Honda Civic, a été dérobé sur la rue Prospect dans la nuit de lundi à mardi. Au cours de la journée, c'est une Eagle Talon et une Mazda 626 qui ont disparu sur le chemin Dion et sur la route 220 à Saint-Élie d'Orford.

Le Service de police de Sherbrooke rappelle aux automobilistes de bien verrouiller leurs portières, de fermer les vitres, de garder les papiers d'identification du véhicule sur soi, de ne pas laisser les clés dans le contact, de garer le véhicule dans un endroit bien éclairé et de ne pas laisser d'objets à la vue.

LOTO QUEBEC Résultats
TVA, le réseau des trépas

Tirage du 2004-11-10

1 ^{er} numéro 842126 25 000 \$	2 ^e numéro 637993 50 000 \$	3 ^e numéro 415927 100 000 \$
---	--	---

décomposables

Numéros "Télé"
418120 857524 581166
non décomposables

NUMÉRO BONI (15)

649 Tirage du 2004-11-10

02 09 19 33 35 45
Complémentaire : (12)

SOYEZ TOUJOURS GENTILS AVEC CEUX QUI JOUENT AU 649

Quebec 49 Tirage du 2004-11-10

01 06 09 21 30 42
Complémentaire : (31)

Banco Tirage du 2004-11-10

02 03 07 14 18 25 27 28 30 36
40 41 42 43 47 48 53 55 57 59

Le Quotidien Tirage du 2004-11-10
3 4
043 8206

Extra Tirage du 2004-11-10
NUMÉRO
400120

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L.Q., cette dernière a priorité. 135879

Maintenant agrandi et... plus de stationnement!

RESTAURANT Chez Charlie
10, rue Camirand, Sherbrooke, Qc. J1H 4J5
Ouvert 24 heures sur 24

SMOKED MEAT & ROAST BEEF
www.charliesmokedmeat.com

Déjeuners servis 24 heures par jour
Du 1^{er} au 30 novembre 2004

389\$ + taxes
De 6 h à 11 h

2 oeufs servis avec choix de jambon ou saucisses ou bacon, rôties et café

Promotion KANUK
Jusqu'au 15 novembre

SEULEMENT Chez sports experts

CARREFOUR DE L'ESTRIE
346-5286

NOUVELLEMENT AGRANDIE

Boutique Mode Jules Verreault

A GRANDI POUR VOUS

35 ANS D'EXPERIENCE

35 ANS DE SERVICE PERSONNALISE

LA BOUTIQUE MODE LA PLUS RENOUVELÉE EN ESTRIE!

aux Promenades King

LE MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ PRIX

Bienvenue à un autre client satisfait

2341, rue King Ouest, Sherbrooke (819) 566-6040

Modification de vêtements sur place

VENTE DE PÂTE À TARTE

Au profit de la

FONDATION DU CENTRE NOTRE-DAME DE L'ENFANT

Depuis 20 ans, la Fondation oeuvre dans le prolongement de la mission du centre de réadaptation CNDE, plus spécifiquement au regard de la réadaptation et de l'intégration sociale et résidentielle des personnes handicapées par une déficience intellectuelle ou un trouble envahissant du développement.

La Fondation apporte une aide financière ou du soutien adapté aux personnes handicapées, aux intervenants du centre de réadaptation et aux familles. Ce soutien collabore à l'épanouissement et au développement des personnes handicapées aux différentes étapes de leur vie.

Quand? Le jeudi 11 novembre 2004 de 9 h à 18 h
Le jeudi 18 novembre 2004 de 9 h à 18 h

Où? Au CENTRE NOTRE-DAME DE L'ENFANT
1621, rue Prospect, Sherbrooke
Tél. : (819) 346-8471

Prix:
225\$ 450\$
pqt de 1,5 lb pqt de 3 lbs

Liaison

RÉGION

DES NOUVELLES DE LA COMMUNAUTÉ UNIVERSITAIRE

Dans une logique de développement durable

Concilier le chaud et le froid dans nos arénas

Êtes-vous de ces parents qui passent une bonne partie de leurs week-ends, entre les mois de septembre et d'avril, dans l'une ou l'autre des quelque 250 arénas du Québec? Si oui, sans doute êtes-vous davantage intéressé par ce qui se passe sur la glace que par les systèmes de réfrigération qui la maintiennent en bon état. Peut-être ne devriez-vous pas! Il s'y passe des choses capitales d'un point de vue environnemental.



CHARLES VINCENT

Imaginez! D'un côté, on s'efforce dans une aréna de réfrigérer la patinoire sur laquelle s'amuse vos bambins, de l'autre on réchauffe les estrades pour que vous puissiez admirer leurs prouesses dans un relatif confort (une aréna restant quand même une aréna!). Et, croyez-le ou non, à l'heure actuelle dans la très grande majorité des arénas, il n'existe aucun lien entre les deux systèmes. La chaleur dégagée par le système de réfrigération est bêtement expulsée dehors, sans égard aux besoins de chauffage.

C'est pour mettre un terme à cette situation que Nicolas Galanis, professeur à la Faculté de génie de l'Université de Sherbrooke, dirige actuellement

des recherches sur l'efficacité énergétique dans les arénas et curlings. Subventionnées à hauteur de 410 000 \$ par le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, ces recherches visent non seulement la réduction des coûts d'exploitation, mais aussi la prévention de l'environnement dans une perspective de développement durable.

En collaboration avec deux collègues du Département de génie mécanique, André Lanneville et Yves Mercadier, et un autre de l'Université Concordia, Nicolas Galanis travaille à mettre sur pied des outils d'évaluation de la performance des systèmes mécaniques, des mouvements de l'air et des transferts de chaleur à l'intérieur des arénas. À terme, l'objectif est de créer des méthodes de conception et des règles d'opération susceptibles d'améliorer la performance énergétique de ces bâtiments.

Déjà, grâce à des études préliminaires, on sait qu'en intégrant les systèmes énergétiques des arénas, en combinant



Photo SSF : Roger Lafontaine

le chaud et le froid, on pourrait épargner annuellement 1300 Gwh au Canada, soit l'équivalent de la consommation énergétique annuelle de 46 000 résidences unifamiliales, tout en réduisant d'environ 0,5 méga-tonnes les rejets de CO2 dans l'atmosphère. Et ça, ce n'est que pour les arénas. Car, comme le souligne Nicolas Galanis, les résultats de ces recherches pourraient avoir une incidence dans plusieurs autres domaines.

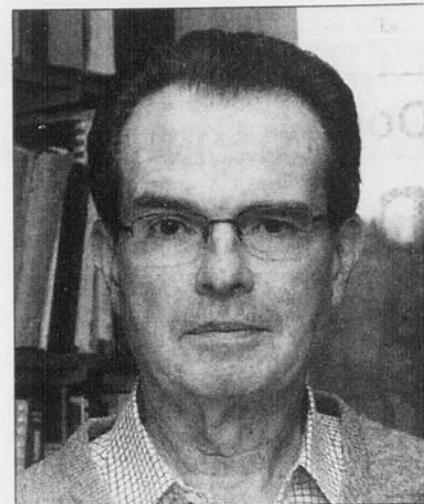
«On rencontre le même genre de problème dans les supermarchés, précise-t-il. Là aussi, pour réfrigérer les

comptoirs, on génère toujours plus de chaleur que de froid, et cette chaleur n'est pas récupérée.» Les pistes de solution qui seront identifiées par le professeur et son équipe pourraient aussi être utilisées pour des salles de spectacles, des entrepôts, des gymnases, etc.

Nicolas Galanis n'en est pas à ses premières armes dans le domaine de l'économie d'énergie. Il collabore depuis quatre ans avec le Centre de la technologie de l'énergie de CANMET-Varenes, un organisme qui conçoit et déploie des solutions technologiques et des connaissances pour produire et

utiliser l'énergie de façon durable et efficace, tout en diminuant les émissions de gaz à effet de serre.

Tout récemment, cet organisme s'est vu confier par l'American Society of Heating, Refrigerating and Air-Conditioning Engineers le mandat de revoir les normes dans les arénas et curlings de l'ensemble de l'Amérique du Nord. Nicolas Galanis agit comme consultant scientifique pour ce projet qui constitue la suite d'une thèse de doctorat en génie mécanique réalisée avec le support scientifique et financier du Centre de la technologie de l'énergie de CANMET-Varenes.



Nicolas Galanis, professeur à la Faculté de génie.

Photo SSF : Jacques Beauchesne

Et si vieillir n'était pas si alarmant?



STÉPHANIE RAYMOND

Dans le monde occidental, la vieillesse fait peur. Richard Lefrançois, lui, ne la craint pas : le fait de vieillir constitue depuis près de 20 ans le sujet de plusieurs de ses recherches. Retraité depuis septembre, l'ex-professeur à l'Université de Sherbrooke, maintenant professeur associé, continue l'étude de cette réalité incontournable, mais à son rythme, à l'Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke.

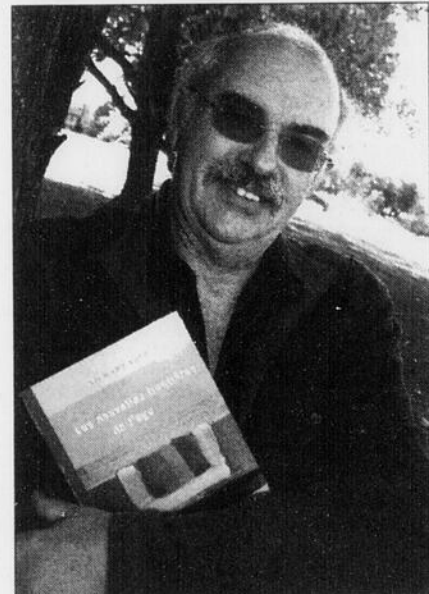
Sociologue de formation, Richard Lefrançois a enseigné au Département de service social de l'Université de Sherbrooke de 1972 à 1987, puis au Département de psychologie jusqu'en septembre 2004. Il vient de publier son dernier livre aux Presses de l'Université de Montréal, *Les nouvelles frontières de l'âge*, son «testament intellectuel», comme il se plaît à le souligner. Son essai, qui propose

une lecture interdisciplinaire, anthropologique et critique du phénomène du vieillissement, souligne l'avènement d'une figure unique dans l'histoire, qu'il nomme *l'Homo Senectus*, l'homme vieillissant. «Les conclusions de plusieurs de mes recherches et observations sur le vieillissement s'y trouvent, mais j'y ai ajouté une réflexion philosophique, à la lumière du postmodernisme», précise-t-il.

Après avoir dressé un portrait sociodémographique puis biologique de la vieillesse, ce livre s'attaque aux nombreux mythes entourant l'âge avancé et le vieillissement démographique. Il argumente ensuite sur les enjeux des sociétés vieillissantes, les défis et ressources des personnes âgées, pour finalement aborder la question du vieillissement sociétal, en posant un regard critique sur la culture occidentale.

Détruire les mythes entourant la vieillesse

Le professeur a beaucoup fait pour l'Université de Sherbrooke. En plus de se joindre à l'équipe qui a mis sur pied la première maîtrise en gérontologie au



Richard Lefrançois

Photo SSF : Roger Lafontaine

Canada en 1988, il a aussi été l'instigateur de l'unique programme de doctorat en gérontologie au pays, démarré en 2003.

Le projet le plus ambitieux du professeur demeure la coordination de l'*Étude longitudinale québécoise sur le vieillissement* financée par Québec et Ottawa. Près de 900 personnes âgées ont été interrogées à Sherbrooke et à Trois-Rivières pendant sept ans, principalement sur trois phénomènes : la retraite, la perte du conjoint et l'incapacité fonctionnelle.

Résultat : la retraite n'est pas vécue comme une crise lorsqu'elle est bien préparée et que la santé et le revenu permettent d'en profiter. La perte du conjoint est l'événement le plus traumatisant, mais le temps et l'aide des proches guérissent la plaie. Enfin, une grande détresse accompagne souvent la perte d'autonomie, une dimension trop souvent négligée. Cette étude met surtout en évidence le rôle protecteur de l'autonomie psychologique et de l'actualisation du potentiel : «Une personne qui vieillit bien est une personne qui prend des risques et qui est ouverte à des expériences nouvelles», affirme Richard Lefrançois.

Le chercheur prépare présentement un deuxième livre, sur l'exclusion sociale des personnes âgées, avec Julien Bélanger, étudiant à la maîtrise

en psychologie. Son dernier projet : «Je veux étudier les mesures adoptées par différents pays du monde pour faire face à l'arrivée massive des baby boomers à la retraite.»

Attitude sereine face au vieillissement

Ce «savant de la vieillesse» adopte une attitude sereine face à cette étape naturelle de la vie. «On doit accepter de vieillir. Et c'est plus facile si on en profite pour transmettre son expérience de la vie, sa culture et son savoir.»

Ainsi, pour Richard Lefrançois, qui se qualifie d'optimiste prudent, vieillir n'est pas une calamité, ni pour l'individu, ni pour la société : «La vieillesse constitue une période privilégiée de la vie où on a l'occasion de se poser les questions fondamentales sur son vécu et de réfléchir à la signification du temps, de la vie et de la mort, de l'amitié et de l'amour. Pour ce qui est de la société, elle trouvera bien des solutions pour contrer les effets négatifs du vieillissement de la population. J'ignore quelles solutions seront inventées, mais il s'en présentera, comme chaque fois que nous avons été confrontés à un problème important.»

L'automobile : une tyrannie?

L'automobile devait améliorer notre qualité de vie. Nous faciliter la vie. Et si elle était plutôt en train de détruire notre environnement, et nos vies par le fait même? C'est ce qu'a soutenu Richard Bergeron, responsable des analyses stratégiques à l'Agence métropolitaine du transport, lors d'une conférence à l'Université de Sherbrooke le 4 novembre, à l'invitation de l'Observatoire de l'environnement et du développement durable de l'Université.

Le recteur Bruno-Marie Béchard a d'abord rappelé l'effort mis par l'Université de Sherbrooke dans le développement durable, entre autres grâce à la création de l'Observatoire en 2003 et

au libre accès des étudiantes et étudiants au transport en commun.

La tyrannie automobile

Richard Bergeron a dénoncé avec véhémence les lois du capitalisme, qui prône la consommation excessive dans une logique de production-destruction-production continue.

Ironiquement, depuis l'adoption du protocole de Kyoto en 1997, le nombre d'automobiles a augmenté de façon dramatique. Leur puissance également, et donc leur consommation d'essence. On prévoit qu'il y aura jusqu'à 2,5 milliards de voitures sur la planète en 2030. «Mais il se sera passé quelque chose avant, qui pourrait ressembler à la

situation de l'île de Pâques vers 1400», affirme Richard Bergeron. C'est-à-dire un recul de la civilisation et un décroissement de la population en raison de la destruction de l'environnement.

Deux voitures par couple, ou même par personne. Une auto dès le cégep. «C'est la tyrannie de la consommation, déplore le spécialiste. L'industrie automobile en met toujours plus pour nous inciter à consommer. Notre projet de société : que tout le monde ait une auto.»

Les hommes ont atteint un plafond (93 % possèdent une voiture en Amérique du Nord); on les convainc donc d'acheter des voitures plus puissantes. Les femmes, elles, devraient rattraper les hommes en 2016. Quant aux

jeunes, on les incite à mettre plus d'argent dans la voiture qu'ils achètent.

Résultat : toujours plus de pollution, de délinquance au volant et de morts. Des villes inhumaines, faites d'édifices, de stationnements et de routes. Des gens qui mettent 0,59 \$ dans leur voiture pour chaque dollar dépensé en consommation au détail, dont 0,27 \$ va à l'étranger.

Des solutions réalistes

Plutôt que de se faire complice de la logique commerciale, le gouvernement devrait inciter les Québécois à opter pour des autos moins énergivores, soutient Richard Bergeron. Comment? En implantant des mesures financières

(taxes sur l'essence, le stationnement...) qui désavantagent les gros consommateurs. «On pourrait ainsi récolter deux milliards de dollars par an, argent qui alimenterait un fonds de Kyoto.»

Puis, réaménager les villes devenues «barbares», pour les recentrer sur l'être humain, le tout dans une perspective de développement durable. Ceci en implantant par exemple un système de tramway comme l'ont fait certaines villes européennes, ce qui diminue la circulation automobile, permet l'implantation de zones piétonnes et élimine les grands stationnements au centre-ville. «Pourquoi ne ferait-on pas la même chose ici? se demande le spécialiste. Il suffit de le vouloir.»

S. R.

136212

L'actualité 2004 en caricatures



André-Philippe Côté
Caricaturiste au quotidien Le Soleil



Les Éditions LA PRESSE

En librairie dès maintenant

Chez nous

«Je ne démissionnerai pas»

Le commissaire industriel de Drummondville nie être en conflit d'intérêts



Jean-Pierre Boisvert

jean-pierre.boisvert@tribune.qc.ca
DRUMMONDVILLE

«Je ne démissionnerai pas», affirme le commissaire industriel Martin Dupont à la suite de révélations le plaçant devant une apparence de conflit d'intérêts.

Les affaires douteuses menées par le directeur de la Société de développement économique de Drummondville (SDED) concernent la location à des clients chinois d'une résidence privée dont il est le propriétaire en bordure de la rivière Saint-François. Une entreprise de messagerie appartenant à sa femme, dont M. Dupont fut actionnaire jusqu'à l'été dernier, soit Courier Excel Centre-du-Québec, a aussi obtenu au printemps le contrat de messagerie de la SDED.

L'intervention d'un citoyen lors de la période de questions de la dernière réunion du conseil municipal, demandant comment il se faisait que le nom de Martin Dupont apparaissait parmi les créanciers de l'entreprise en faillite Caoutchouc Crosston, a déclenché les premières interrogations, qui ont fait l'objet d'un article révélateur et détaillé dans la récente livraison de l'hebdo *La Parole*.

C'est le non-paiement du loyer par les Chinois qui a fait glisser le nom de Martin Dupont au nombre des créanciers.

«J'ai le droit de louer ma résidence à qui je veux», a-t-il



Martin Dupont

dit lorsque rejoint par *La Tribune* hier après-midi. «J'ai acheté une propriété dans le but de l'occuper plus tard et, en attendant, je la loue. Aurait-il été mieux vu si je l'avais louée à des Italiens ou à des Arabes?»

«Quant à l'affaire de Courier Excel, j'ai vendu mes actions il y a quatre mois quand j'ai réalisé que certaines personnes pourraient y voir matière à conflit d'intérêt. L'entreprise a remporté la soumission en nous faisant économiser 3000 \$», a donné à entendre M. Dupont, ne relevant pas le fait que l'entente contractuelle ne pouvait faire autrement que de mettre en doute son intégrité.

«Vous savez, de par la nature du poste

que j'occupe, il ne faut pas s'étonner de voir apparaître des dénigreurs et des jaloux qui, ne pouvant s'en prendre à mes compétences professionnelles, fouillent dans ma vie privée par l'intermédiaire de questions plantées par un tiers devant les élus.

«Je ne démissionnerai pas. Si je le faisais, ça me donnerait l'air d'être coupable. Et je ne suis coupable de rien. Je n'ai rien à cacher. Courier Excel a loué de petits locaux qui étaient disponibles au sein de l'incubateur industriel. Je n'ai pas fait perdre de l'argent à la société (SDED), bien au contraire», a-t-il dit.

Code d'éthique

Vendredi, lors de la prochaine assemblée du conseil d'administration de la SDED, présidée par la mairesse Francine Ruest-Jutras, Martin Dupont déposera un modèle de code d'éthique à l'intention

des cadres et des administrateurs de la SDED «afin d'éviter ce genre d'histoires à l'avenir. J'ai déjà étudié trois ou quatre modèles. Et, comme je ne suis pas le seul à être propriétaire d'immeubles à Drummondville, il ne serait pas mauvais de l'appliquer à d'autres organismes paramunicipaux comme le Village québécois d'antan, le Centre culturel, les Légendes fantastiques ou le Mondial des cultures.

«En obligeant les administrateurs à faire une déclaration d'intérêts, on évitera les mauvaises surprises, bien qu'une telle déclaration ne soit pas pour autant du domaine public. Elle ne doit servir qu'à l'interne», s'est dit d'avis M. Dupont. «Finalement, toute cette histoire aura peut-être été une bonne chose.»

Bien que Mme Ruest-Jutras n'ait pas jugé bon de retourner notre appel hier, il a été possible d'apprendre, de son bureau à la mairie, que la Ville entend bel et bien se doter d'un code d'éthique.

Dossier de l'eau potable à Lac-Mégantic

Des citoyens réclament un débat public et un référendum



Ronald Martel

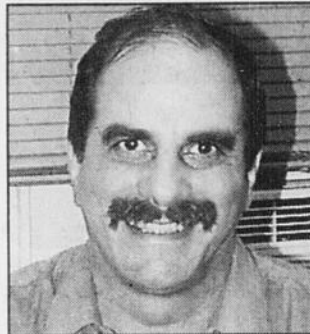
ronald.martel@tribune.qc.ca
LAC-MÉGANTIC

Le dossier de l'eau potable à Lac-Mégantic prend de plus en plus des allures d'enjeu électoral, car il fait l'objet d'un affrontement ouvert entre le président de la Ligue des propriétaires de Lac-Mégantic, Daniel Poulin, et la mairesse actuelle, Colette Roy-Laroche.

En conférence de presse hier, le premier a d'ailleurs réitéré à la deuxième l'offre d'un débat public sur la question de l'eau, offre qu'il lui avait faite lors d'une récente séance du conseil municipal. Il est allé encore plus loin en réclamant un référendum sur le dossier de l'eau potable, «dans un délai le plus court possible après le débat».

«Les élus s'apprentent à prendre une décision de plusieurs millions de dollars. Il faut donc débattre de cette question publiquement... Il revient aux payeurs de taxes de juger du sérieux des élus dans ce dossier.»

Rappelons que la Ville de Lac-Mégantic doit se conformer aux nouvelles normes dictées par le ministère de l'Environnement pour préserver la santé publique de sa population. Comme l'eau du lac Mégantic contient une concentration en trihalométhane (une substance cancérigène) supérieure aux normes de qualité, continuer à s'en approvisionner nécessiterait la construction d'une usine de traitement qui coûterait au bas mot 7 millions \$. D'un autre côté, l'alimentation par des puits artésiens n'amènerait des déboursés que de l'ordre de 4,8 millions \$, dont la moitié serait subventionnée par le gouvernement du Québec. L'option des puits est donc privilégiée par le conseil municipal de Lac-Mégantic.



Daniel Poulin



Colette Roy-Laroche

Mais voilà que la Ligue des propriétaires, par la voix de son président, va à l'encontre des avis des spécialistes et consultants déjà mis à contribution par la Ville, en soutenant que l'option des puits va coûter davantage que les montants avancés, affirmant même que l'option la moins coûteuse à long terme est celle de l'usine de traitement de l'eau du lac.

Soupçonné par plusieurs d'avoir des vues sur la mairie, ayant déjà été candidat conseiller à Lac-Mégantic sans parvenir à ses fins, Daniel Poulin y va d'une charge à fond de train contre la mairesse actuelle, mettant même en doute sa compétence et celle des conseillers municipaux qui l'entourent.

«Ils ont dit des énormités à la séance préliminaire de travail avec la Commission de protection du territoire agricole du Québec visant le dézonage du secteur de Frontenac où se trouvent les puits. Ils ne prennent pas le temps d'aller dans le détail des rapports. Ils ne savent pas les lire comme il faut, car c'est impossible que quelqu'un qui sait lire ne pose pas des questions précises, comme par exemple sur les édifices à construire», d'accuser Daniel Poulin.

«Par exemple, ils évaluent les coûts d'une usine de pompage sans même prévoir les coûts des pompes que ça prend et des équipements électroniques, pourtant très coûteux.

«Tous les problèmes qui seront causés par cet approvisionnement par des puits vont devoir être payés par la Ville de Lac-Mégantic. On risque de devoir construire un réseau d'aqueduc en plein secteur rural comme Frontenac, dont les puits vont être asséchés, et c'est Lac-Mégantic qui va devoir payer», d'ajouter M. Poulin.

«De plus, dans leur évaluation, ils n'ont pas tenu compte de la consommation industrielle. Le plan de ciment dans le parc industriel, il ne fonctionne pas à autre chose qu'à l'eau. Tafisa Canada, c'est la même chose, ils n'ont pas seulement des appareils qui fonctionnent à l'air!» de conclure Daniel Poulin.

CARRÉMENT NOUVEAU

Nouvelles couleurs
Nouvelle adresse
Nouveaux produits



Nouveau local



et nouveau nom



(anciennement Les Carreaux Fana Inc.)

Bruce®

Plancher de bois Franc

1940 12^e avenue nord, Sherbrooke | 563-4405

Du 5 au 14 novembre

On lance la saison de ski de fond!

En ski de fond à partir de **229⁹⁹\$**

Skis • Bottes • Fixations • Bâtons

- Attaches-skis INCLUS
- Pose des fixations INCLUS
- Préparation des skis INCLUS

PLUS Ensemble de FARTAGE GRATUIT

la randonnée

Boutique Plein Air

2325, King Ouest, Sherbrooke 566-8882

Opinions



Présidente et éditrice: Louise Boisvert

Rédacteur en chef: Maurice Cloutier

Directeur de l'information: André Larocque

Adjointe au directeur: Jacynthe Nadeau

Sans Arafat en Palestine, que fera Israël?



Jean-Guy Dubuc

Collaboration spéciale

Depuis longtemps, Israël a répété que la présence du président Yasser Arafat en Palestine empêchait la négociation, la détente, la paix au Moyen Orient. Selon les autorités israéliennes, la seule présence d'Arafat empêchait la possibilité d'une quelconque entente entre les deux pays. Arafat parti, il n'est pas certain que le climat pourra changer en Israël. Mais il faut l'espérer et y travailler.

Arafat était un personnage, un symbole, une image sacrée. Il faut se rappeler qu'il a déjà reçu, avec le premier ministre israélien Yitzhak Rabin, le Nobel de la paix; peine perdue, on le sait. Mais voilà qu'Ariel Sharon s'est lancé dans l'extraordinaire opération de libération des colonies occupées par Israël dans la bande de Gaza; et que le premier ministre Tony Blair, en Grande Bretagne, avertit George W. Bush que son grand défi consiste à régler le problème palestinien. Est-ce maintenant possible?

Les Américains devront se faire à l'idée, un jour, et Bush en tête, que le conflit palestinien représente le premier noyau, sinon le premier prétexte, du terrorisme dans le monde; y compris chez les Américains, qui ont élu leur président pour combattre un ennemi qu'ils ne semblent ni reconnaître ni comprendre.

Le moment est pourtant crucial: Bush et tous les autres chefs de pays qui se croient importants, devraient s'en rendre compte. Il ne faut pas oublier que Sharon a l'appui de plusieurs pays étrangers, mais qu'il subit une violente opposition chez lui, même dans son propre parti, de gens qui s'opposent à son projet. Car les 8200 colons juifs de Gaza considèrent que cette terre, qu'ils ont pourtant volée aux Palestiniens, leur appartient depuis Abraham et pour l'éternité!

Le cabinet Sharon vient de voter, ces derniers jours, en faveur de très confortables compensations offertes aux colons. Ce qui ne semble pas les convaincre. On peut donc s'attendre à de très violents remous durant les trois mois que doit s'opérer le grand déménagement. Si, dès maintenant, la proposition sera renversée. Et ce sera encore les attaques de kamikazes, encore le terrorisme partout dans le monde, encore l'angoisse chez tous les peuples de la terre.

Bien sûr, personne n'est porté à croire Oussama ben Laden. Mais on peut quand même se rappeler une phrase de son dernier message télévisé où il disait: « Je jure que nous n'avions jamais eu l'idée de frapper les tours; mais après que la goutte eût fait déborder le vase, après avoir vu l'injustice et l'arbitraire de l'alliance américano-israélienne contre nos frères en Palestine et au Liban, cette idée m'est venue à l'esprit. » Vrai pas vrai, ça fait réfléchir; parce que l'aide des Etats-Unis à Israël, inconditionnelle et alimentée par le plus puissant lobby, est gênante pour tous ceux qui en sont témoins dans le monde. Et tous ces témoins doivent réagir.

Il faut que les Palestiniens cessent de faire les fous en se faisant exploser; il faut donc qu'ils se donnent maintenant un chef qui désire la paix. Que les Israéliens préparent le dialogue plutôt que leurs tanks. Et qu'à Washington, la Maison-Blanche devienne sensible à d'autres voix qu'à celle des riches lobbys sionistes qui la courtisent en réclamant leur dû.

Et nous, le voisin d'en haut?

Si notre gouvernement prend position, s'il se fait promoteur du dialogue au lieu de l'affrontement, s'il fait pression sur Washington, s'il s'unit aux pays capables d'apporter un peu de raison et d'humanité dans ces terres de haine, nous profiterons du départ d'Arafat pour espérer dans la paix.

Car tous les esprits libres le savent: l'attitude guerrière d'Israël face à la Palestine demeure la plus grande menace du terrorisme au monde.

YASSER ARAFAT
1929 - 2004



Hervé Philippe

hervephilippe@videotron.ca

Droits réservés

Tribune libre

Une intimidation inacceptable

Samedi dernier, deuxième journée de grève des syndiqués de la SAO, mon conjoint et moi nous présentons à la succursale du centre-ville de Sherbrooke qui, soit dit en passant, était une des 25 succursales ouvertes pour servir la population québécoise.

Fidèles à leurs convictions et à leur cause, les syndiqués agacés par notre choix de venir faire quelques achats, nous ont « accueillis » à coup de commentaires désobligeants. Ce cirque a recommencé de plus belle à notre sortie de la succursale où les syndiqués nous ont, encore une fois, chanté maintes bêtises jusqu'à ce qu'un employé, de la quinzaine qui nous encerclait à cet instant, y aille d'un « Vous êtes des chrétiens de pas de conscience [...] Mes frères de jeunes, reprenez votre char pis chrisser votre camp! »

Sentant la colère monter en moi, j'ai simplement rétorqué à cet employé, qui avait visiblement de la difficulté à contenir ses émotions, que le respect s'applique à tous et que nous n'avions pas à nous faire insulter de la sorte peu importe leurs récriminations. Ma réplique n'a fait qu'envenimer la situation...

S'approchant pour mettre un terme à cette situation pour le moins exagérée, mon conjoint s'est fait accrocher le manteau par ce syndiqué. Une empoignade de quelques secondes s'en est suivie.

Le responsable des grévistes s'est empressé de venir nous offrir ses excuses en nous affirmant que de telles situations ne se reproduiraient plus. Nous acceptons les excuses de cet homme, mais nous sommes profondément convaincus que de tels débordements n'auraient jamais dû avoir lieu.

Nous comprenons tout à fait que les syndiqués de la SAO revendiquent de meilleures conditions de travail. Par contre, les querelles employés-employeur justifient-elles que de simples citoyens - qui sont tout à fait dans leurs droits en visitant une succursale ouverte de la SAO - se fassent véritablement harceler et intimider par les grévistes? Nous osons croire que tous, en particulier les syndiqués, répondent à cette question par la négative.

Nous espérons que cette altercation ne dépeint en rien l'atmosphère générale

qui régnait aux abords des succursales ouvertes de la SAO cette fin de semaine... mais c'était celle qui dominait à la succursale du centre-ville de Sherbrooke ce samedi matin à 10 h 30, n'en déplaise au président du syndicat de la SAO.

Nous sommes profondément choqués de voir que certains grévistes utilisent aisément l'intimidation, la provocation, la violence verbale et même physique sur des citoyens - qui, faut-il le rappeler, n'ont d'autre rôle que de contribuer, par leurs achats, à ce que ces gens aient un emploi - simplement pour faire pression sur leur employeur.

Nous croyons en la valeur et l'importance des syndicats. Néanmoins, nous sommes en profond désaccord avec ce climat hostile, qui semble maintenant inévitable, que manifestent les syndiqués envers des tiers dès qu'ils sentent une atteinte à leurs conditions de travail!

Simon-Claude Dépeltre
Simon Mailhot
Fleurimont

Charité calculée

Monsieur David Bombardier,

Votre article paru dans le journal La Tribune du 4 novembre sous le titre « Pas facile de donner » laisse perplexé. Pourquoi autant de négativisme?

Pourquoi autant de frustration parce que « votre blonde » s'est fait répondre, selon vous, bêtement ou cavalièrement par une dame qui lui a demandé de rappeler un peu plus tard? Est-ce un drame? Faut-il en faire tout un plat? Elle faisait quoi, cette dame, pour ne pas être capable de donner une réponse immédiatement? Elle était occupée « parce qu'il y a plein de monde au comptoir... », a-t-elle dit. Avez-vous pensé qu'il manquait peut-être de main-d'oeuvre cette journée-là, qu'elle était peut-être seule pour satisfaire tout le monde. N'oubliez pas que les organismes à but non lucratif doivent compter sur une main-d'oeuvre composée majoritairement de bénévoles.

J'aurais une suggestion à vous donner. Pourquoi ne pas joindre les rangs de

cet organisme et y consacrer du temps comme bénévole? Vous pourriez peut-être répondre au téléphone ou travailler à la cueillette d'objets. Ainsi, vous apporteriez votre contribution à la collectivité et vous seriez en mesure de suggérer des améliorations qui assureraient un mieux-être au groupe avec lequel vous travailleriez.

Vous vous interrogez ensuite sur l'à-propos du questionnement de la dame concernant l'état de la causeuse que vous vouliez donner. N'est-il pas habituel de s'enquérir de la qualité des articles reçus? Ce n'est pas faire la difficile, comme vous le dites, que de poser cette question. La dame manifestait par là le respect qu'elle porte à la clientèle en s'assurant que les articles reçus soient en bon état. Savez-vous que les organismes à but non lucratif doivent payer, tout comme n'importe quel commerce d'ailleurs, pour faire acheminer les rebuts au site d'enfouissement? Ce n'est pas gratuit. Et plus il y a de déchets, plus les frais sont élevés.

Vous vous en prenez aussi à la lenteur

du service de cueillette. N'oubliez pas qu'on était le samedi quand vous vouliez faire don de votre causeuse. Vous dites « L'organisme devait ramasser la causeuse lundi avant-midi. Elle a finalement disparu dans la nuit de lundi à mardi. Ou bien l'organisme en question a fini par se déniaiser ou bien un ramasseur de cossins l'a devancé ». Est-ce à dire, Monsieur, que vous aviez laissé votre causeuse dehors, sur le bord « d'un trottoir gris », exposée aux intempéries et que vous vouliez la donner ainsi à des plus démunis? S'il avait plu, qu'aurait fait l'organisme pour que vous soyez satisfait? Quel beau geste de générosité! Aviez-vous l'intention de venir en aide à certaines gens ou plutôt vous débarrasser d'un objet encombrant sans fournir trop d'effort?

Il est facile de dénoncer des faiblesses, de trouver des failles. On pourrait s'attendre à plus de la part d'un correspondant du journal La Tribune.

Réal Bilodeau
Fleurimont

«Money talks»

Nous perdons nos Expos. On ne semble pas connaître la cause. Pour moi, la raison principale, c'est que nous sommes devenus une école de formation ou d'entraînement.

Du moment que nos jeunes sont hautement qualifiés, des équipes beaucoup plus fortunées ont répété à chaque année les achats de nos joueurs.

Il était impossible pour les Expos de verser autant de millions en salaire et de

plus, en argent américain.

Il était aussi impossible d'augmenter le coût des billets pour assister aux parties et surtout qu'elles étaient devenues moins intéressantes.

Le hockey suivra sans doute le même sort. Un joueur, aussi aberrant que cela puisse paraître, reçoit plus dans une partie que le président des États-Unis, dans un an.

Si les propriétaires avaient collaboré entre eux et voulu s'entraider en plafonnant les salaires des joueurs, toutes nos équipes, autant du baseball comme du hockey, nous offriraient du merveilleux sport.

Mais que voulez-vous, c'est « money talks »!

Hilaire Béliveau

Tribune libre

Souvenirs

Souvenirs de jeunesse
Souvenirs de tendresse
Souvenirs de caresses

Souvenirs d'amour
D'amitié
Souvenirs de toi et moi
Souvenirs de gens mariés
De gens divorcés

Souvenirs de mon enfance
Souvenirs d'hier et d'aujourd'hui
Souvenirs d'un succès, d'une défaite
De joies, de peines
De rires ou de larmes
De guerre ou de paix

Souvenirs d'une langue
D'un mot, d'un poème
Souvenirs d'un livre

D'un roman, d'un écrivain

Souvenirs d'un compositeur
D'un interprète
Souvenirs de toute une vie
Souvenirs de la mort
Souvenirs de bonheur
De tristesse

Souvenirs de toi
Souvenirs de lui
Souvenirs d'elle
Souvenirs de nous
Souvenirs de vous

Tous ces souvenirs sont comme ces grains de sable qui, réunis tous ensemble, font l'immensité du désir

Gaby Toulouse

Les renards convoitent le fromage

Comme les sapins de ce temps-ci, le mont Orford doit se sentir les pieds bien fragiles car c'est le temps où on leur coupe les pieds!

En effet, le Conseil des ministres aurait la hache à la main prête pour tailler les pieds du mont Orford et l'offrir en cadeau aux renards qui depuis si longtemps convoitent de préférence ce fromage de grande qualité et d'une valeur inestimable parce que ceux qu'ils possèdent pas loin de la montagne, mais hors du parc, ne les rassasient pas.

Donneront-ils, les ministres, du revers de la main ce temple sacré?

Sacrifieront-ils notre montagne et notre parc sans considérer tous les espaces disponibles ailleurs pour que les renards puissent y bâtir leurs tanières?

Ouvriront-ils nos parcs à des activités

économiques impropres à leur vocation?

Nous jugeront-ils si pauvres en espaces économiquement et écologiquement développables pour aller jusqu'à légitimer ce que la loi défend?

Raisonnant ainsi vous me direz c'est manquer de confiance à nos ministres en conseil, c'est surtout faire croire qu'ils sont des représentants élus pour aliéner nos lois et nos parcs... et/ou pour agir comme le corbeau en se laissant séduire ils échapperaient notre fabuleux fromage et pour toujours ils en seraient honteux et confus!

Dites, serai-je trop inquiet?

Maurice Rancourt
Magog

Une croisade contre la vitesse au volant

René-Charles Quirion
SHERBROOKE

Michèle Lachance et Krystelle Vallée, de l'école Du Phare, ont entrepris une croisade contre la vitesse au volant.

Affectées par la perte de leurs amies Isabelle Lajoie-Deschênes et Jade Lambert-Cloutier, décédées lors d'un accident causé par la vitesse excessive d'un de leurs copains sur l'autoroute 10 à la hauteur de Bolton le 11 octobre dernier, les deux adolescentes travaillent à ce que pareille tragédie ne se reproduise jamais.

Depuis mardi, elles ont décidé de se faire entendre auprès de leurs camarades de classe afin de les sensibiliser au danger de la vitesse sur les routes. Sous le thème «La vitesse tue, c'est un fait», cette semaine de sensibilisation vise directement les jeunes conducteurs concernant les conséquences de l'irresponsabilité au volant. Les mères des deux victimes de l'accident de l'autoroute 10 sont d'ailleurs venues visiter Michèle et Krystelle au début de cette semaine de sensibilisation à la vitesse au volant.

«Plus je vieillis, plus je connais des gens qui ont des autos. Le fait de voir ce qui est arrivé à des gens que l'on connaît m'a touché particulièrement. J'ai changé ma perception. Tous les conducteurs gagneraient à ralentir», estime Michèle Lachance.

«Je me rends compte que faire de la vitesse au volant est vraiment dangereux. Depuis l'an dernier, quatre personnes, qui sont près de moi, ont perdu la vie lors d'un accident de la route. Il faut que ça cesse», renchérit Krystelle Vallée.

Michèle et Krystelle ne font pas simplement que parler de cette problématique, elles préchent par l'exemple. Lorsque leurs amis vont trop vite en voiture ou conduisent de façon téméraire, elles demandent à débarquer du véhicule.

«C'est l'effet de gang qui incite les gars à aller vite. Avec l'accident de Jade et Isabelle, j'ai réalisé que c'était vraiment dangereux. Il faut se sensibiliser pour éviter d'autres accidents. C'est une question de valeurs et de respect», estime Michèle.

«Les gars pensent impressionner les filles qui sont à bord, alors que la vitesse a l'effet contraire. En allant vite, les conducteurs mettent leur vie, celle de leurs passagers et des autres usagers de la route en danger», rappelle Krystelle.

L'enseignant Clode Beaupré à l'école Du Phare avait fait signer à ses élèves un contrat d'engagement contre la vitesse

au volant, l'année dernière, à la suite du décès de Mathieu Lamirande sur le boulevard Saint-François. Le décès de Dany Lafleur, Isabelle Lajoie-Deschênes et Jade Lambert-Cloutier, cet automne, l'a incité à pousser la démarche plus loin avec son comité chargé de la sensibilisation des dangers de la vitesse au volant.

«Cette année, fini l'eau de rose. Nous utilisons les vrais mots. Nous avons répertorié les articles de journaux concernant les accidents causés par la vitesse. Ce sont des événements qui ébranlent et qui parlent des vraies choses. Nous avons affiché ces articles dans leur milieu de vie. La réalité rattrape les élèves», mentionne Clode Beaupré qui souhaite susci-

ter le débat sur l'obtention du permis de conduire à 21 ans.

L'effort de sensibilisation aux dangers de la vitesse au volant aura des répercussions au-delà des murs de l'école Du Phare. Krystelle Vallée et Michèle Lachance souhaitent distribuer 5000 macarons avec le slogan «La vitesse tue, c'est un fait», dans les autres écoles secondaires de la Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke.

Cette semaine de sensibilisation connaîtra son point culminant, vendredi midi, par un forum de discussion des élèves de quatrième et cinquième secondaire concernant la vitesse au volant.



Imacom, Jocelyn Riendeau
Krystelle Vallée et Michèle Lachance souhaitent sensibiliser leurs camarades de classe concernant la vitesse au volant à la suite des décès tragiques de leurs amies Jade Lambert-Cloutier et Isabelle Lajoie-Deschênes.

Tu termines bientôt ton secondaire...
veux apprendre un métier d'avenir...

Viens nous voir!



**CENTRE DE FORMATION
professionnelle
DU GRANIT**

PROGRAMMES OFFERTS :



Conduite de camions
Avril 2005



**Abattage
manuel**
900 h = 7 mois
Préalables : Sec. 3

**Aménagement
de la forêt**
900 h = 7 mois
Préalables : Sec. 3

Comptabilité
1350 h = 13 mois
Préalables : Sec. 4

**Conduite de
machines
industrielles**
900 h = 7 mois
Préalables : Sec. 3

**Production
acéricole**
1005 h = 7 mois
Préalables : Sec. 4

**Taille
de pierre**
1440 h = 10 mois
Préalables : Sec. 3

**Travail
sylvicole**
900 h = 7 mois
Préalables : Sec. 4



Excellent taux de placement dans la région • Programme en alternance travail-études • Ateliers à la fine pointe de la technologie • Personnel compétent et expérimenté



**CENTRE DE FORMATION
professionnelle
DU GRANIT**

3409, rue laval, Lac-Mégantic
Tél. : (819) 583-5733 poste 101
Courriel : cgranit@cshc.qc.ca

LEGRANIT.CSHC.QC.CA



La formation professionnelle ...
la voie de l'avenir



Commission scolaire
des Hauts-Cantons

136607

Je me souviens...

Le jour du Souvenir nous rappelle notre devoir de mémoire et de reconnaissance envers tous ceux qui, au nom de la liberté, de la paix et de la démocratie, ont combattu et ont péri. Envers tous ceux aussi qui s'engagent dans des missions de paix et mettent leur vie au service des idéaux que nous poursuivons, pour que l'avenir du monde soit meilleur.

Jean Charest
Jean Charest
Premier ministre du Québec

Québec

L'activité physique plutôt que les pilules

Des futures kinésiologues créent des clubs de marche en pharmacie



René-Charles Quirion
rene-charles.quirion@tribune.qc.ca
SHERBROOKE

Cinq finissantes en kinésiologie de l'Université de Sherbrooke se sont données comme mission de vendre l'activité physique comme substitut aux pilules.

Geneviève Brodeur, Myriam Doyon, Catherine Larouche, Marijo Roy et Myriam Lamothe permettent à environ 80 personnes depuis le début de l'automne d'améliorer leur condition physique, leur santé et leur qualité de vie tout en contrôlant leur poids et en se joignant à d'autres personnes dans le cadre de clubs de marche en pharmacie qu'elles ont mis sur pied.

«Activité bénéfique à un point tel que deux d'entre elles ont créé leur propre emploi chez des pharmaciens participants afin d'en assurer le suivi.

C'est par l'entremise d'annonces dans cinq pharmacies de Sherbrooke que les marcheurs ont été recrutés par ces finissantes en kinésiologie. Une fois par semaine, les participants se joignent à d'autres marcheurs de leur pharmacie et réalisaient un trajet de 30 minutes à une heure sous la supervision des cinq jeunes femmes qui seront kinésiologues dès le mois de janvier.

«Nos marcheurs nous ont dit qu'ils seraient restés à la maison si ce club de marche n'avait pas été mis en place. Un créant l'occasion, nous avons fait en sorte que la marche fasse partie de leur horaire», explique Myriam Doyon.

Les échanges avec les autres participants et le contact avec des kinésiologues en ont aussi motivé certains à se joindre à ces clubs de marche. Les cinq finissantes au baccalauréat en kinésiologie devaient d'ailleurs parler à tous les participants lors de chaque rencontre. Ces étudiantes de l'Université de Sherbrooke présentaient aussi des capsules santé aux par-



Imacom, Jocelyn Riendeau

Le professeur Marcel Nadeau est bien fier de ses étudiantes Catherine Larouche, Geneviève Brodeur, Myriam Lamothe, Marijo Roy et Myriam Doyon, qui ont créé des clubs de marche dans cinq pharmacies.

participants relativement à l'alimentation et l'activité physique.

«Nous sommes là pour promouvoir l'activité physique auprès de ces personnes», soutient Marijo Roy.

Le professeur responsable de ce cours universitaire qui a pris la forme de clubs de marche, Marcel Nadeau, mentionne que les étudiantes devaient mettre sur pied et démarrer ces clubs de marche dans une première phase et inviter ces gens à rencontrer des kinésiologues relativement aux saines habitudes de vie.

«Nous pouvons entre autres les conseiller sur la perte de poids, l'activité physique ou sur le renforcement musculaire ou des articulations. Ce sont des sujets dont ils veulent entendre parler», mentionne Catherine Larouche.

«La marche peut contribuer à prévenir des maladies comme le diabète ou l'arthrose. La marche est adaptée à toutes les personnes, car elle peut être adaptée à tous les rythmes», indique Geneviève Brodeur.

Le diabète, l'hypertension et les maladies mé-

taboliques ou cardiovasculaires peuvent être combattus grâce à une saine alimentation et la pratique régulière d'activité physique. Marcel Nadeau mentionne que les coûts de la santé seraient d'au moins 30 pour cent moins élevés si la population faisait régulièrement de l'activité physique.

Les pharmacies Familiprix au coin des rues Galt Ouest et Belvédère, Uniprix de la rue Galt Ouest, Pharmaprix du Carrefour de l'Estrie, Jean-Coutu de la rue King Ouest et le comptoir Wal-Mart se sont joints à ces clubs de marche.

Les participants de ces cinq clubs de marche en pharmacie se rassembleront le 6 décembre prochain au parc Jacques-Cartier pour leur activité de clôture.

«Sans la participation de ces pharmacies, ces clubs de marche n'auraient pas pu voir le jour. Ce sont les premiers clubs de marche en pharmacie au Québec. J'ai dû me plier à un exercice de séduction pour les convaincre. Je crois bien que personne n'a regretté d'avoir fait confiance à ces étudiantes», estime le professeur Marcel Nadeau, du département de kinanthropologie de l'Université de Sherbrooke.

Un camionneur de Disraeli accusé aux É.-U.



Nelson Fecteau
nelson.fecteau@tribune.qc.ca
THETFORD MINES

Steve Bilodeau, un camionneur de 25 ans originaire de Disraeli, a vécu en début de semaine une mauvaise expérience qu'il n'oubliera pas de sitôt. Emprisonné à Pensacola en Floride pendant 36 heures, il aurait été victime d'une arrestation plutôt brutale.

Steve Bilodeau roulait sur l'autoroute 95 lorsqu'il a été intercepté par six autopatrouilles. Sommé de descendre de son véhicule, il a dû s'allonger sur le sol où on l'a fait menotté et fait attendre pendant 36 heures, les poignets menottés dans le dos.

«On m'a traité comme un criminel. On m'a pointé avec des armes et passé les menottes. Il a fallu une demi-heure avant que je sache ce que l'on me reprochait», nous a-t-il raconté hier en fin d'après-midi alors qu'il était dans un relais routier pour camionneurs à Gulf Port au Mississippi, en route vers Dallas au Texas.

Lors de son arrestation, il a alors appris qu'on l'accusait d'avoir heurté un véhicule occupé par deux personnes âgées par l'arrière à un feu de circulation, d'avoir poussé le véhicule et de s'être enfui.

«Présumément, j'ai poussé le char et je me suis sauvé. Je n'ai rien fait de ça. Je ne suis pas assez stupide pour avoir fait ça. Je connais les conséquences d'un tel geste. En plus, il n'y a aucune trace sur le camion et j'aurais senti un impact», d'expliquer le camionneur disraélois.

Mis sous arrestation lundi matin, il a pu quitter la prison mardi soir vers 18 h. «Pas un poste de police là. Une vraie prison», de préciser Steve Bilodeau qui n'a vraiment pas apprécié.

«C'est assez ordinaire. Je ne souhaite ça à personne. C'est indescriptible.»

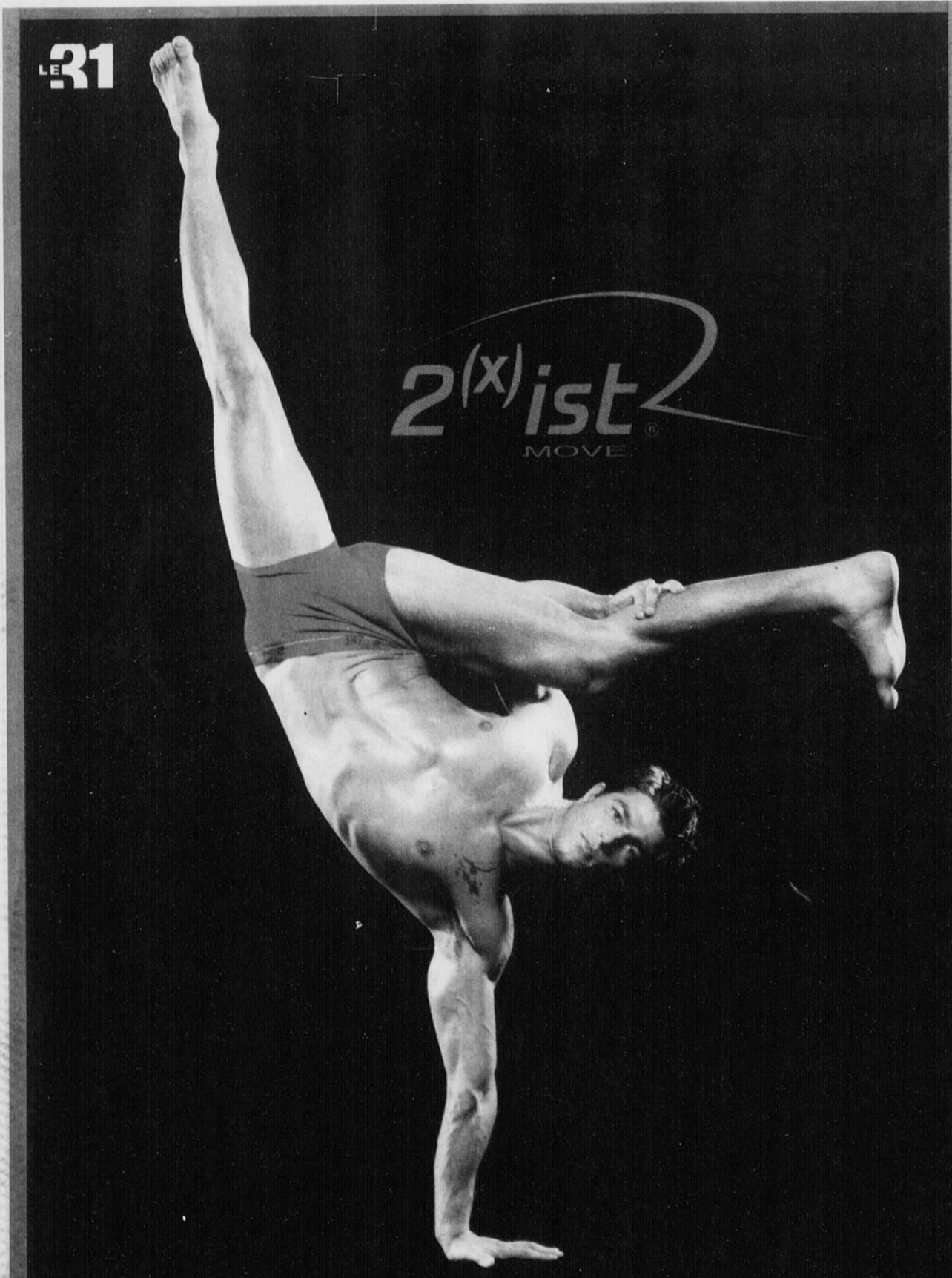
Bilodeau devra revenir devant la Cour le 2 décembre pour y répondre d'accusations de conduite dangereuse, d'avoir quitté la scène d'un accident et de ne pas avoir obtempéré aux ordres d'un véhicule d'urgence.

Une fois son chargement livré à Dallas et son camion à nouveau rechargé, Steve Bilodeau entend bien prendre quelques jours de repos pour se remettre de ses émotions. «Steve aura besoin d'un break», de souligner son patron.

«Steve a vécu 36 heures d'enfer!», estime par ailleurs son patron, Paul Mineur, de Transport CPM de Ville Sainte-Catherine.

Dès son arrivée au poste de police, Steve Bilodeau a contacté son employeur pour lui faire part de la situation. «Nous avons alors communiqué avec nos assureurs qui ont fait du beau travail et ont retenu les services d'un avocat. Au moment où ce dernier a tenté de faire libérer Steve, c'était le dead lock, la période où personne n'entre ou ne sort de la prison. Il a ensuite comparu devant le juge par l'entremise d'une caméra et d'un moniteur. On a tout fait pour l'impressionner en lui disant, entre autres, qu'il est passible de cinq ans de prison s'il est reconnu coupable.»

Steve Bilodeau a été décrit par son employeur comme étant un gars timide ne s'exprimant que très peu en anglais.



le boxeur piqué stretch 35.00

La collection directionnelle qui dynamise le sous-vêtement masculin c'est 2xist et elle innove encore avec son nouveau boxeur en fin tricot microalvéole, composé de tencel à 95% une fibre naturelle hyperlégère qui respire, additionnée de 5% lycra pour l'extensibilité et le galbe. Large bande élastique logo en microfibre soyeuse, coutures surfilées à plat pour un confort irréprochable. P.m.g.tg. Noir, blanc et la couleur rouge pure mode en exclusivité au 31.

simons

QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALÉRIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO • LAVAL CARREFOUR LAVAL SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE



Imacom, Jocelyn Riendeau

Le Séminaire de Sherbrooke et la CSRS viennent de s'entendre pour offrir la première technique de gestion hôtelière à Sherbrooke. L'entente a été annoncée hier en présence de Claude St-Cyr, directeur général de la CSRS, Jacques Latulippe, responsable du programme et enseignant au Centre 24-Juin, André Métras, directeur général du Séminaire, Nicolas Matte, élève en service de restauration, et Elisabeth Talbot, élève en cuisine d'établissement.

Une entente «historique» entre le Séminaire de Sherbrooke et la CSRS



André Laroche
andre.laroche@tribune.qc.ca
SHERBROOKE

Le Séminaire de Sherbrooke et la CSRS ont annoncé leur entente, hier, pour offrir à Sherbrooke le cours collégial en techniques de gestion hôtelière à compter de septembre prochain.

Par cet accord, les futurs étudiants de cette institution scolaire privée bénéficieront des installations du Pavillon du Vieux-Sherbrooke, l'une des écoles professionnelles de la Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke. Ils utiliseront notamment les ateliers de cuisine d'établissement, de service de la restauration, de la réception en hôtellerie et en entretien général d'immeuble.

En outre, la CSRS aidera le Séminaire de Sherbrooke dans le recrutement d'enseignants reconnus pour leur expertise dans certaines spécialités.

Pour le directeur général de la CSRS, Claude St-Cyr, cette entente «historique» public-privé permettra aux deux organisations de mettre tout leur savoir-faire

à la réalisation du plein potentiel des jeunes. Il se dit ouvert à multiplier de tels partenariats avec d'autres établissements collégiaux.

Quant au directeur général du séminaire, André Métras, il juge que cet accord permet une utilisation optimale des ressources déjà disponibles. Il ouvre aussi à une meilleure harmonisation entre les différentes formations en hôtellerie. La CSRS offre déjà un diplôme de niveau secondaire dans le domaine.

Cette annonce réjouit l'industrie touristique régionale. «Cette formation viendra offrir une relève professionnelle et pertinente pour notre industrie», a déclaré Alain Larouche, directeur général de Tourisme Cantons-de-l'Est, en soulignant que le tourisme génère des retombées annuelles de 144 millions \$ dans la région.

Jusqu'à cette année, les jeunes intéressés à faire carrière en gestion hôtelière devaient s'expatrier pour suivre cette formation collégiale de trois ans. Le diplôme désormais offert à Sherbrooke permettra d'assumer différents postes administratifs et de direction dans des hôtels, des résidences pour personnes âgées, des centres de congrès ou de villégiature. Un service de placement sera aussi offert aux diplômés.